



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr



Rapport d'activités 2011



1	RESUME.....	4
	2011 : une démarche affirmée, des activités enrichies, un renouvellement en débat.	4
2	VIE ASSOCIATIVE	6
	2.1 Adhésion	6
	2.2 Bureau et conseil de direction.....	6
	2.3 Groupes de travail et comités consultatifs	6
	2.4 Adhésion à des collectifs.....	7
3	AGRICULTURE ET ALIMENTATION.....	8
	3.1 Le fonds agriculture et alimentation	8
	3.2 Togo : Programme Ville-Campagne	10
	3.3 ALIMENTERRE	10
	L'accroissement et l'animation du réseau militant ALIMENTERRE	11
	Des propositions innovantes pour accompagner les militants	12
	Plaidoyer pour des politiques européennes cohérentes avec le droit à l'alimentation	13
	Accroître le nombre et la diversité des OSC agissant en faveur de la CPD et du droit à l'alimentation	16
4	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	18
	4.1 Fonds économie sociale et solidaire	18
	4.2 Programme FISONG – Formation et insertion professionnelle des jeunes.....	18
	4.3 Enjeux et perspectives de l'ESS pour la solidarité internationale ..	19
5	SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION.....	20
	5.1 Convention programme SCP.....	20
	5.2 Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)	23
	5.3 Les programmes concertés pluri acteurs.....	24
	PCPA CONGO.....	24
	PCPA ALGERIE - JOUSSOUR.....	25
6	GENEROSITE DU PUBLIC	28
	6.1 Appel à la générosité du public	28
	6.2 Agrément du Comité de la Charte de Déontologie	28
7	ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION.....	29
	7.1 Informations vers les organisations membres	29
	7.2 Informations vers les donateurs et sympathisants	29
	Lettres électroniques	29
	Communication écrite vers les donateurs.....	29
	Campagne ALIMENTERRE	30
	Outils d'information et d'éducation au développement	32

7.3 Sites Internet.....	33
Le site institutionnel	33
Site du Festival de films ALIMENTERRE.....	33
Centre de ressources ALIMENTERRE	34
8 PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2012	35
8.1 Activités.....	35
Agriculture et alimentation	35
Economie sociale et solidaire	35
Société civile et participation	35
8.2 Vie associative et définition du cadre stratégique 2013 – 2016	35
9 ANNEXES.....	36
9.1 Liste des projets conventionnés en 2011	36
Fonds Agriculture et alimentation – CFSI / Fondation de France	36
ALIMENTERRE – conventions 2011	38
Appel à projet Economie sociale et solidaire – conventions 2011	38
Appel à projet Société civile et participation– conventions 2011	39
Appel à projet PCPA Algérie – conventions 2011	40
Appel à projet PCPA Congo – conventions 2011	41
9.2 Résultats des projets suivis en 2011.....	44
Agriculture et alimentation : résultats des projets suivis en 2011	44
Economie sociale et solidaire : résultats des projets suivis	54
Société civile et participation : résultats des projets suivis en 2011	59
PCPA Algérie : résultats des projets suivis en 2011	65
PCPA Congo : résultats des projets suivis en 2011	79
9.3 Organigramme.....	94
9.4 Instances.....	95
Conseil de direction (31/12/2011)	95
Président	96
Membres du bureau élu par le conseil de direction du 12 octobre 2011	96
Comité consultatif au 31/12/2011	96
Comité pilotage convention programme SCP (nommé par le conseil de direction 2010).....	96
Groupe de travail préparation du cadre stratégique.....	97
9.5 Abréviation	98

1 RESUME

2011 : une démarche affirmée, des activités enrichies, un renouvellement en débat

L'année 2011 a été vécue au CFSI comme une année charnière. Plusieurs de nos programmes pluriannuels ont atteint leur maturité. Près de 100 conventions nouvelles ont été signées avec les membres ou des partenaires des programmes. Une attention particulière a été donnée à l'échange de pratiques, lors d'ateliers ou dans le cadre de capitalisations. Simultanément, la construction collective d'une stratégie d'action renouvelée à l'horizon 2013 a été engagée. Elle s'est appuyée sur la mise en place de groupes de travail liés aux trois thématiques actuelles du CFSI : agriculture et alimentation, société civile et participation, économie sociale et solidaire. Le nombre des rencontres et la fréquentation de celles-ci ont dénoté une participation accrue et une motivation renforcée de nos membres, qui s'est ressentie lors de la réunion de nos instances, conseil de direction ou bureau.

Durant cette année d'intense activité, le CFSI a progressé dans sa démarche de plate-forme de solidarité internationale. Son principe est de rassembler des acteurs et des moyens autour d'une production ou d'un objectif communs. Les acteurs mobilisés sont en premier lieu les membres du CFSI, prioritaires dans l'attribution des ressources financières propres. Les moyens sont d'ordre financier, *via* des fonds spécifiques, et humains pour les activités d'animation, de capitalisation ou de valorisation. L'orientation des activités est assurée de façon collective, qu'elle soit formelle ou informelle.

Le tableau présenté ci-dessous rassemble et caractérise les activités engagées en 2011 dans le cadre de nos trois dispositifs :

- la mise en place de mécanismes de soutien pour financer l'action des membres du CFSI et les actions menées par les partenaires des PCPA Algérie et Congo ;
- l'organisation des espaces pour le pilotage des actions collectives ;
- l'animation et la valorisation des activités menées qui comprennent notamment des temps de formation, des travaux de capitalisation relatifs aux différents programmes.

	Gestion de fonds	Organisation d'espaces et d'actions collectives	Animation et valorisation
Agriculture et Alimentation (A&A)	Fonds EAD ALIMENTERRE Fonds projets Agriculture et alimentation	Réunion du réseau ALIMENTERRE Membres CFSI + OSC Europe et partenaires Afrique ouest (comité FDF/CFSI) Réseau français (C2A) et européen de plaidoyer Comité de suivi et d'orientation du centre de ressources	Formation, échanges en éducation au développement Capitalisation innovations « nourrir les villes » Plaidoyer cohérence des politiques / développement Alimentation du centre de ressources transversal A&A
Société civile et Participation (SCP)	Fonds SCP Fonds Algérie Fonds Congo	Membres CFSI et partenaires (comité de pilotage) OSC Algérie et France (Copil) OSC Congo et France (Copil)	Animation, capitalisation des pratiques Animation, capitalisation enfance et jeunesse Animation, capitalisation sur la concertation OSC – pouvoirs publics
Économie Sociale et solidaire (ESS)	Fonds ESS Fonds consortium	Membres CFSI et partenaires Consortium FISONG (Copil)	Capitalisation formation professionnelle et insertion des jeunes

Quelques points saillants méritent d'être relevés dans ces différentes activités.

Le réseau ALIMENTERRE a continué à s'élargir : 630 organisations locales militantes se mobilisent pour la campagne et le festival de films, en France et à l'étranger (Union européenne, Afrique de l'Ouest). Le festival s'est doté d'un outil d'information et de communication performant avec son site spécifique www.festivalalimenterre.org.

Le Fonds agriculture et alimentation, créé en 2009 en partenariat avec la Fondation de France, a lancé un nouvel appel à initiatives pour l'Afrique de l'Ouest et retenu 29 nouveaux projets. Cet appel a privilégié la mise en œuvre d'innovations sur le thème *nourrir les villes par la production familiale locale*. Un programme d'échanges de pratiques et de capitalisation sur ces innovations a démarré en 2011 et se poursuit en 2012.

Le plaidoyer sur la cohérence des politiques vis-à-vis du développement : le Parlement européen, cible principale des actions de plaidoyer du CFSI et co-décisionnaire sur la réforme de la PAC, a adopté en juin 2011 le rapport DESS sur ses orientations en matière d'agriculture. Ce rapport comprend un amendement faisant explicitement référence à la nécessaire cohérence de la PAC par rapport à sa politique commerciale et à sa politique de développement. Lors de l'APP (Assemblée Parlementaire Paritaire UE – ACP) de Budapest en mai 2011, le CFSI a contribué à obtenir l'inscription à l'ordre du jour d'un débat sur « les répercussions de la Politique agricole commune sur les pays ACP ».

Un centre de ressources collaboratif sur l'agriculture et l'alimentation a été mis en ligne. Le site www.alimenterre.org rassemble des informations sur les enjeux, les projets, les prises de position, ainsi que sur les outils d'éducation au développement sur ce thème

Le fonds société civile et participation a soutenu 13 projets présentés par les membres (9 projets en cours depuis 2010 et 4 nouveaux). Une capitalisation des pratiques de ces projets a démarré avec l'IRG. Dans ce cadre, les porteurs et partenaires du Sud des 9 projets démarrés en 2010 ont été conviés à un atelier international de partage.

Le programme concerté pluri acteurs Joussour en Algérie a soutenu 29 projets portés par des associations algériennes. Le programme a renforcé sa communication vers les acteurs publics et privés, *via* son site www.pcpalgerie.org et poursuivi la capitalisation des pratiques de 4 ans d'activité.

Le programme concerté pluri acteurs en République du Congo a sélectionné 31 nouveaux projets portés par des OSC congolaises, dans 5 départements. Les membres de ce programme ont souhaité structurer leur concertation autour de 5 thématiques prioritaires qui, à terme, pourraient se transformer en plates-formes de dialogue et de plaidoyer.

Le fonds pour l'économie sociale et solidaire a permis à 4 nouveaux projets de membres de démarrer en 2011. Le CFSI a investi en parallèle dans une étude stratégique sur son rôle à tenir dans le lien entre économie sociale et solidaire et solidarité internationale. Cette étude a bénéficié d'un apport financier du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) de Coordination SUD Deux ateliers d'échange organisés en 2011 sur ce thème, ont rassemblé 11 des 24 membres du CFSI.

Le programme formation professionnelle, accompagnement vers l'emploi et insertion des jeunes s'est poursuivi en Mauritanie (GRET) et au Mozambique (ESSOR). En Mauritanie, 1 500 jeunes se sont inscrits sur l'année dans les trois antennes des quartiers périphériques de Nouakchott pour bénéficier des différents services proposés. Au Mozambique, 2 136 jeunes se sont inscrits dans les quartiers défavorisés de Maputo et Beira pour accéder à des formations, des stages et des emplois. Une note d'étape est venue cadrer la phase finale de capitalisation.

Le CFSI a aussi poursuivi ses activités de projet en Guinée (soutien au Conseil national des OSC de Guinée, CNOSCG) et au Togo (projet ville-campagne avec Echoppe France et Echoppe Togo).

Dans ses activités transversales, une mention spéciale doit être faite pour la préparation du nouveau site Internet de l'association : www.cfsi.asso.fr qui est opérationnel depuis janvier 2012.

2 VIE ASSOCIATIVE

2.1 Adhésion

Au 31 décembre 2011, le CFSI rassemble 24 organisations dont la Fédération Artisans du Monde qui a été agréée par le conseil de direction de décembre 2011. A noter que l'association Tech Dev a confirmé en juin 2011 son départ du CFSI.

2.2 Bureau et conseil de direction

Le bureau s'est réuni physiquement trois fois au cours de l'année. Il a validé à distance les différentes propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation).

Les cinq réunions du conseil de direction ont été pour la plupart préparées par le bureau. Les thèmes privilégiés de débat ont été les suivants :

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Mars 2011	Convention programme SCP Validation de la stratégie d'appel à la générosité du public 2011
Avril 2011	Validation des lignes directrices de l'étude sur les enjeux et perspectives de l'économie sociale et solidaire pour la solidarité internationale Présentation du centre de ressources et mise en place de son comité d'orientation et de suivi
Mai 2011	Arrêté des comptes, validation du compte d'emploi des ressources et préparation de l'assemblée générale Discussion sur le manifeste pour une alimentation durable proposé par le WWF
Octobre 2011	Election du bureau Situation financière Société civile et participation : perspectives sur le plan stratégique
Décembre 2011	Fonds agriculture et alimentation et capitalisation Discussion sur le renouvellement de la présidence du CFSI Vote du budget 2012

2.3 Groupes de travail et comités consultatifs

Différents groupes de travail et comités de suivi / pilotage accompagnent la définition des orientations et perspectives du CFSI.

En 2011, cet investissement s'est fortement développé à l'occasion de la préparation du plan stratégique qui a mobilisé un certain nombre de membres du CFSI dans le cadre de groupes de travail issus du conseil de direction (ces groupes avaient été constitués à l'automne 2010) :

- le groupe agriculture et alimentation s'est réuni deux fois en 2011 ;
- le groupe économie sociale et solidaire s'est réuni six fois en 2011 et a été fortement impliqué dans la définition des termes de référence de l'étude sur les enjeux et perspective de l'ESS pour la solidarité internationale puis dans son suivi ;
- le groupe société civile et participation n'a pu se réunir que début 2012.

Le comité de pilotage de la convention programme société civile et participation s'est réuni deux fois en 2011. Le comité d'orientation et de suivi du centre de ressources www.alimenterre.org a été constitué fin 2011 et a commencé à se réunir début 2012.

Les comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils se sont réunis à différentes reprises pour sélectionner des projets suite aux appels lancés pour le programme agriculture et alimentation (juin 2011), société civile et participation (septembre 2011) et économie sociale et solidaire (octobre 2011).

2.4 Adhésion à des collectifs

En tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec la fédération nationale des ONG françaises. Le CFSI participe à différentes commissions et groupes de travail : commission agriculture et alimentation, COFRI, groupe de travail qualité, comité d'attribution du FRIO (Fonds de renforcement institutionnel des organisations).

Le CFSI est également membre du F3E et d'Educasol.

3 AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Le thème agriculture et alimentation rejoint l'intérêt de la majorité des organisations membres du CFSI. Les actions menées s'inscrivent dans la mise en œuvre de la « Charte pour une agriculture familiale viable et durable au service d'une alimentation pour tous » adoptée par l'assemblée générale de 2010.

Ce thème se concrétise par :

- le soutien à des projets porteurs d'innovations techniques, sociales ou économiques ;
- l'animation d'un réseau d'organisations qui participent depuis 10 ans en France et progressivement à l'international, au volet information et sensibilisation de l'opinion publique du programme ALIMENTERRE ;
- la mobilisation, dans le cadre du programme ALIMENTERRE, des acteurs de la solidarité autour du thème de la cohérence des politiques françaises et européennes avec le droit à l'alimentation.

3.1 Le fonds agriculture et alimentation

Reconduction de l'appel conjoint CFSI – Fondation de France

La Fondation de France (FdF) et le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) ont reconduit en 2011, le programme visant la promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. En 2011, une nouvelle fondation, la Fondation Ensemble, s'est associée au programme.

L'*objectif général* de l'appel est de promouvoir des initiatives locales de renforcement de l'accès à l'alimentation par une agriculture familiale africaine viable et durable, et d'en partager les acquis à des échelles plus vastes.

Les objectifs spécifiques visent à :

- améliorer et sécuriser la production, la transformation, la conservation et la commercialisation de produits agricoles et en assurer l'accès aux consommateurs urbains pauvres, par des actions concrètes innovantes ;
- partager entre acteurs locaux, nationaux et internationaux, les connaissances acquises à travers les actions concrètes soutenues dans le cadre du programme et en tirer des enseignements globaux.

L'appel à projets 2011 était doté d'un fonds de 884 000 € (680 000 euros d'apport de la Fondation de France, 49 000 euros d'apport de la Fondation Ensemble, et 155 000 euros d'apport du CFSI). L'appel était ouvert à des projets en partenariat réunissant au moins une organisation basée en Afrique de l'Ouest et une organisation européenne. Ces projets pouvaient être annuels ou pluriannuels (jusqu'à triennaux).

207 dossiers reçus - 21 projets sélectionnés

L'appel a été largement diffusé *via* les réseaux identifiés par la Fondation de France et le CFSI : partenaires français (ex. Coordination Sud, Inter-Réseaux, CUF) et européens (FIAN, SOS Faim, Terra Nuova, VECO, etc.), organisations membres du CFSI et organisations ayant déposé un projet en 2010.

Le secrétariat de cette initiative a été assuré par le CFSI : service questions/réponses aux organisations candidates durant la préparation de leur dossier, réception, vérification d'éligibilité et pré instruction, organisation des réunions de présélection puis d'instruction, réponse finale aux candidats non retenus. Un comité de sélection a été mobilisé, comprenant des représentants du comité de solidarité internationale de la Fondation de France, un représentant de la Fondation Ensemble, et des représentants du comité consultatif du CFSI.

207 dossiers déposés par des organisations provenant de 16 pays (Belgique, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Pays-Bas, Royaume-Uni, Sénégal, Suisse et Togo), sont parvenus par courriel au CFSI, dont plus de la moitié d'organisations africaines. Ils devaient être mis en œuvre dans 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Togo). 7 organisations membres du CFSI étaient impliquées sur 25 dossiers.

L'ouverture aux organisations européennes a suscité beaucoup d'intérêt. 44 dossiers ont été présentés avec des organisations européennes (hors France) : 11 en tant que porteurs et 33 en tant que partenaires, ce qui montre l'intérêt de cette ouverture pour les organisations africaines n'ayant pas de partenaires en France mais qui peuvent, maintenant, répondre à l'appel à projets en mobilisant d'autres partenaires.

L'éligibilité a consisté à vérifier si les candidats répondaient aux critères administratifs de l'appel (organisation déclarée, existence depuis plus de 1 an, projet déposé en partenariat), si le dossier technique et administratif était complet et si le montage financier proposé répondait au cadre de l'appel.

L'instruction finale a été assurée par le comité de sélection. Chaque dossier a été analysé finement par au moins deux membres de ce comité, suivant une grille d'analyse et de notation élaborée collectivement au préalable. La grille a été établie sur des critères de qualité intrinsèque de chaque projet, sans considération de la nature ou de l'origine des porteurs, et sans intention de répartition entre les pays de mise en œuvre des actions.

Sur les 207 dossiers enregistrés, 21 dossiers ont été finalement sélectionnés et financés, pour une enveloppe globale de 884 000 €.

Porteurs	total	éligibles	sélectionnés
France	80	56	14
Europe	11	10	5
Afrique	116	55	2
TOTAL	207	111	21

La grande majorité des dossiers retenus (16 dossiers - 77 %) se concentrent sur 3 pays : Sénégal (6 dossiers - 29 %), Burkina Faso (5 dossiers – 24 %) et Mali (5 dossiers – 24 %). Les 5 dossiers restants se répartissent entre 5 pays : Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Mauritanie et Niger. Le Bénin et le Togo, très présents dans l'appel à projets, sont totalement absents de la sélection définitive 2011.

En termes de durée, les projets retenus sont majoritairement triennaux (16 dossiers – 77 %). Les autres projets sont annuels (3 dossiers – 14 %) ou biannuels (2 dossiers – 9 %).

Sur les 21 dossiers retenus, 6 sont portés par des membres du CFSI et 1 projet a un membre du CFSI comme partenaire.

La poursuite du processus de capitalisation des actions soutenues dans le cadre du programme

L'un des enjeux principaux du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » est de tirer des enseignements globaux à partir de l'ensemble des expériences afin d'alimenter un travail de plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale. Pour ce faire, un travail de capitalisation est mené.

Un séminaire organisé à Dakar en février 2011 a réuni 26 personnes, dont 19 représentants des organisations porteuses ou partenaires de projets soutenus dans le cadre du programme

2010. Ce séminaire a précisé la thématique de capitalisation, identifié un certain nombre d'hypothèses de travail et défini la méthodologie.

La thématique « **Nourrir les villes par la production familiale locale** » a été retenue en insistant sur la dimension « économique » de cette thématique : comment l'agriculture familiale locale peut-elle conquérir les marchés urbains ? A travers cette question, il s'agit non seulement de savoir comment l'agriculture familiale peut nourrir les villes (les produits locaux ont leur place sur les marchés urbains, ils peuvent être « compétitifs » par rapport aux produits importés, les volumes et la qualité des produits sont suffisants...), mais aussi comment la population rurale peut vivre dignement d'une activité agricole familiale. Ce travail de capitalisation aborde par conséquent les conditions de production, les questions de transformation, stockage, conservation, qualité et commercialisation mais dans un cadre plus global, en insistant sur l'approche filière (produit ou territoire).

3.2 Togo : Programme Ville-Campagne

Le programme Ville Campagne est porté par Echoppe en partenariat avec Echoppe Togo. Il est mis en œuvre depuis janvier 2008 pour une durée de 4 ans dans le cadre d'un cofinancement de l'Union européenne. Il vise à rapprocher l'offre des producteurs de maïs de la demande des femmes transformatrices de maïs et restauratrices de rue à Lomé.

Cette quatrième année est caractérisée par une progression du nombre de personnes impliquées dans le projet. 280 femmes restauratrices de rue ont participé en 2011 (contre 166 en 2010, 102 en 2009 et 52 en 2008). Du côté des producteurs, on compte une légère baisse : 669 producteurs en 2011 contre 791 en 2010 ont bénéficié du dispositif (contre 342 en 2009 et 268 en 2008). Cette baisse vaut également pour la participation des femmes : on recense 214 agricultrices en 2011 (contre 292 en 2010), soit près de 32 % des producteurs (proportion identique à 2008).

Les restauratrices ont suivi une formation à l'hygiène développée en partenariat avec les autorités sanitaires togolaises, ce qui leur a permis d'améliorer la qualité de leurs services, de développer leurs activités et d'augmenter ainsi leur niveau de vie. Dans le même temps, les producteurs de maïs ont bénéficié d'un appui technique d'ingénieurs agronomes et d'une distribution de semences améliorées et d'intrants qu'ils remboursent en maïs. Début 2011, (3^{ème} campagne du projet), 453 tonnes de maïs ont été livrées aux magasins. Pour la campagne suivante, 406 tonnes ont été livrées fin 2011 (contre 342 tonnes en 2009). Les restauratrices ont acheté les deux tiers de la production.

3.3 ALIMENTERRE

La campagne **ALIMENTERRE** « Contre la faim, soyons cohérents » vise une plus grande cohérence des comportements des citoyens et des producteurs ainsi que des politiques européennes par rapport à l'objectif de lutte contre la faim. Elle est menée jusque fin 2012 en partenariat avec des organisations polonaises. Ce partenariat s'inscrit dans une ouverture aux nouveaux états membres que le CFSI a développée depuis plusieurs années. La Pologne a été privilégiée en raison de son poids politique et de l'importance de son agriculture.

Quatre types d'activités ont été réalisés qui concernaient :

- l'animation du réseau qui relaie la campagne **ALIMENTERRE** ;
- l'appui à la mise en place d'activités destinées à sensibiliser les publics finaux ;
- le renforcement d'alliances avec des acteurs de la société civile européenne ;
- la sensibilisation et la mobilisation des décideurs européens, notamment du Parlement européen.

L'accroissement et l'animation du réseau militant ALIMENTERRE

Cette activité vise à accroître, diversifier et fédérer les réseaux en France pour une action durable et effective de sensibilisation sur les thèmes du projet.

Le réseau militant ALIMENTERRE – 630 organisations locales en 2011

Le CFSI conduit la campagne ALIMENTERRE et sensibilise un large public grâce à un public militant intermédiaire qu'il accompagne. En 2011, cette dynamique s'est concrétisée par :

- l'animation du réseau, avec l'envoi de bulletins d'information relatifs aux outils de campagne et à leur utilisation, à la coordination et au planning des différentes étapes de campagne, à l'envoi de documents de fond ou d'actualités en lien avec les enjeux agricoles et alimentaires ;
- trois journées de « rencontre nationale du réseau ALIMENTERRE » organisées à Paris (mars, juin, décembre). Chacune de ces réunions a fait l'objet d'un compte-rendu que les participants ont rediffusé dans leurs réseaux respectifs ;
- un stage de deux jours organisé les 8 et 9 septembre 2011 à Besançon. En prolongement des rencontres du réseau, il visait une bonne appropriation des fondamentaux et des outils de la campagne. Il a rassemblé 29 participants représentant 20 pôles ou relais ALIMENTERRE.

En termes de résultats, le réseau militant est aujourd'hui composé de deux relais nationaux étudiants (ISF et Starting Block), d'une douzaine de pôles régionaux, d'une dizaine de relais départementaux et d'une dizaine de relais locaux, implantés dans 21 régions françaises et un département d'Outre-mer. Au total, environ 570 organisations locales militantes en France ont pris part à la campagne et au Festival de films et plus de 630 en France et à l'étranger. Ce chiffre marque une progression de près de 16 % par rapport à 2010.

ALIMENTERRE dans 66 établissements scolaires agricoles

Futurs professionnels, les élèves en lycées agricoles représentent un public privilégié de notre action de sensibilisation. Pour faciliter l'implication des lycées, trois réunions d'information ont été conduites avec le soutien de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture.

La participation des établissements d'enseignement agricole se maintient. Alors que 34 établissements ont participé en 2009, ils étaient 78 en 2010 et 66 en 2011. La baisse relative constatée est largement compensée par une reconnaissance accrue de la DGER vis-à-vis du CFSI et de l'implication du Réseau de l'éducation au Développement (RED) dans la vie du réseau ALIMENTERRE.

ALIMENTERRE se rapproche des réseaux du développement durable

Le CFSI a collaboré au lancement et / ou relais de 2 campagnes :

- « Goûtons un monde meilleur – pour une alimentation respectueuse de la nature et des hommes », avec le WWF, Max Havelaar, le Réseau Education Santé (RES) et Slow Food. Un site internet et un guide pour « Mieux manger en 6 gestes » ont été conçus : <http://goutons-un-monde-meilleur.fr/>. L'ensemble des outils (site et guide) a été diffusé auprès du réseau ALIMENTERRE. A fin 2011, le site reçoit une centaine de visites par jour ;
- le CFSI s'est associé à la campagne « Développons l'agriculture biologique » coordonnée par l'association Agir pour l'Environnement. Cette campagne est portée par 28 partenaires, majoritairement des réseaux de l'agriculture durable, pour faire pression sur le Président de la République, les Agences de l'eau et la FNSAFER (Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural), afin de mobiliser les moyens nécessaires pour atteindre 20 % d'agriculture biologique en 2020. Ces outils ont été diffusés auprès du réseau ALIMENTERRE.

Des propositions innovantes pour accompagner les militants

La création du centre de ressources

En 2011, le CFSI a créé la plate-forme collaborative www.alimenterre.org qui rassemble des documents en ligne sur les questions agricoles et alimentaires.

Le Festival de films ALIMENTERRE

Le Festival est l'événement national qui rassemble toutes les organisations relais, actrices de la campagne ALIMENTERRE. Le Festival de films ALIMENTERRE s'est donné comme objectif de projeter et mettre en débat les enjeux agricoles et alimentaires mondiaux.

Il s'est organisé selon les modalités suivantes :

- 6 films documentaires traitant des enjeux agricoles et alimentaires Nord-Sud ont été sélectionnés ;
- la trentaine d'organisations associatives régionales ou départementales d'ALIMENTERRE mais également des organisations partenaires en Belgique, au Bénin, au Burkina-Faso, en Guinée-Conakry, en Pologne, en République tchèque, au Sénégal et au Togo, ont participé au Festival, mobilisant elles-mêmes un tissu de partenaires locaux ;
- à partir de la sélection documentaire, ces organisations ont organisé leur propre planning de projections-débats, entre le 15 octobre et le 30 novembre, en cinémas, lieux publics ou au sein de lycées ou d'universités, dans une ou plusieurs villes et villages de leurs régions.

La création de l'édition 2011 du Festival a reposé sur un travail de coordination, d'accompagnement et « d'outillage » de la part du CFSI qui s'est traduit par les principales actions suivantes :

- la recherche de films et l'animation d'un comité de sélection du Festival. 33 nouveaux films ont été identifiés, s'ajoutant à un répertoire qui comporte désormais 190 films ;
- un appui financier attribué dans le cadre d'un appel à projets ALIMENTERRE : 22 organisations ont répondu à cet appel, 18 organisations ont été retenues pour des subventions dont les montants se sont échelonnés entre 200 et 2 800 euros. Au total, 22 900 euros ont été attribués ;
- la réalisation d'un site internet dédié au Festival de films, lancé le 26 septembre 2011 : www.festival-alimenterre.org ;
- la réalisation d'outils méthodologiques pour les organisations et leurs réseaux militants : un manuel de campagne, une fiche pédagogique pour chacun des 6 films 2011, une fiche d'information sur l'exploitation des films hors Festival (droits de diffusion, contacts, etc.) ;
- la mise à disposition d'outils de communication et de promotion : une affiche A3, une planche de flyers, un programme du Festival, un mail type de promotion du Festival et des bandes-annonces (une par film et une pour le Festival) ;
- la création et la mise à disposition d'outils d'information et de sensibilisation à destination du public : les marque-pages ALIMENTERRE et un tiré à part d'Alternatives économiques « Nourrir le monde sans détruire la planète » ;
- cinq partenaires invités dans le cadre de la campagne : Rigobert BELANTSI (Congo Brazzaville), Léopold LOKOSSOU (Bénin) : Seydou OUEDRAOGO (Burkina Faso), Charlotte SAMA (Mali), Ibrahim SARR (Mali), Léopold Lokossou, (Bénin).

En termes de résultats quantitatifs globaux, le Festival de films ALIMENTERRE a largement dépassé ses objectifs. 523 projections-débats répertoriées dans plus de 220 villes ont été organisées. Près de 25 000 spectateurs y ont participé, parmi lesquels 47 % de grand public et 53 % d'élèves, très majoritairement de niveau lycée. Au total, 130 établissements scolaires (dont 66 structures d'enseignement agricole) ont pris part à la manifestation.

Un bilan de communication détaillé a été réalisé. Imprimé en 200 exemplaires, il est diffusé aux organisateurs, partenaires et prospects de l'opération.

Tous les documents produits en 2011 sont disponibles sur le site internet du Festival :

www.festival-alimenterre.org

La campagne 2011 : 70 000 personnes touchées, 670 actions réalisées

Le Festival de films est l'activité phare de la campagne ALIMENTERRE. Néanmoins, un éventail varié d'activités est réalisé tout au long de l'année, permettant de toucher plus largement le public.

En termes de résultats quantitatifs, plus de 630 organisations locales mobilisées sur la campagne ALIMENTERRE ont touché plus de 70 000 personnes, dont près de 56 000 en France. Pour cela, plus de 670 actions ont été organisées, en France et à l'étranger.

Nature des événements organisés	Public touché en France	Public touché en France et à l'étranger
Festival de films ALIMENTERRE	22 377	24 871
Marché alimentaire et solidaire	2 350	5 250
Tenue de stand d'information ou présence lors de marchés, foires, salons, concerts, exposition	12 104	20 594
Projections de films (hors Festival), débats, tables-rondes, conférences	1 324	1 702
Animations pédagogiques en milieu scolaire	971	1 194
Repas, petits-déjeuners ou goûters solidaires organisés en milieu scolaire, universitaires...	13 976	13 976
Information / formation des acteurs et militants de campagne	332	355
Activités en direction des professionnels agricoles	2 530	2 565
TOTAL	55 964	70 507

L'hétérogénéité de ces activités est très forte. Elles peuvent être classées ainsi :

- des opérations qui touchent un large public mais où le niveau d'information et d'échanges est souvent limité. C'est le cas des marchés alimentaires et solidaires, qui constituent de gros événements mobilisant de nombreux partenaires locaux ;
- des animations qui touchent des petits groupes et permettent des discussions et un niveau de sensibilisation plus fort, comme les petits-déjeuners ou les animations pédagogiques en milieu scolaire, destinés à une classe ou un groupe restreint.

A noter, une opération de grande envergure en lien avec la restauration scolaire a été conduite à Montpellier, ce qui explique les chiffres importants de l'activité « Repas ».

Plaidoyer pour des politiques européennes cohérentes avec le droit à l'alimentation

Reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre, c'est ce que cherche à éviter la mise en cohérence des politiques européennes avec le développement (CPD) afin, en particulier, que le droit à l'alimentation soit mieux respecté. La CPD doit être prise en compte par toutes les politiques, qu'elles soient agricoles, énergétiques ou commerciales. Par conséquent, elle ne concerne pas seulement la politique de coopération internationale.

La mise en cohérence de la Politique Agricole Commune (PAC) avec le droit à l'alimentation des pays du Sud a été le principal objectif des actions de sensibilisation des décideurs politiques en 2011, dans la perspective de sa réforme pour la période 2014-2020. Cette action se poursuivra en 2012, mais un nouveau thème monte en puissance : la cohérence de la directive européenne sur les énergies renouvelables (promotion des agro carburants) avec le développement, à l'occasion du rapport que la Commission doit publier fin 2012 et de la révision de la directive prévue en 2014.

Le Parlement européen étant devenu au fil des réformes institutionnelles un acteur majeur de l'UE et demeurant l'institution la plus accessible à la société civile, le CFSI a choisi d'en faire la cible principale de ses actions de plaidoyer, en s'adressant prioritairement aux élus français. En 2011, nous avons élargi et consolidé nos relations avec des parlementaires européens, en particulier les membres de la commission agriculture. Nous avons fortement contribué à ce que le Parlement fasse explicitement référence à l'impératif de CPD dans le rapport sur la PAC qu'il a adopté en 2011. En complément, des actions ont également été menées en direction de la Commission.

Actions vers les parlementaires européens

Une brochure intitulée « Droit à l'alimentation : pour une PAC solidaire avec le Sud. Propositions aux parlementaires européens et ACP » a été publiée en mai 2011. Elle a été préfacée par José Bové, vice-président Vert de la commission agriculture. Elle inclut une interview de l'eurodéputée allemande Birgit Schnieper-Jastram, Parti Populaire Européen (PPE), rapporteur permanent sur la CPD. Prévue pour être diffusée en français, anglais et polonais, elle a bénéficié d'une traduction en italien par notre partenaire italien COSPE.

Dans le cadre de l'élaboration de la PAC 2014-2020, nous défendons une PAC solidaire avec les pays du Sud, cohérente avec le développement de leur agriculture familiale en vue d'améliorer leur sécurité alimentaire. En novembre 2010, la Commission européenne a publié une communication présentant 3 options pour la future PAC. Elle a ensuite élaboré des propositions précises qui ont été publiées le 12 octobre 2011. Dans cette perspective, le Parlement européen a préparé un rapport dont la rédaction a été confiée à sa commission agriculture et à l'eurodéputé allemand Albert Dess (PPE). Le CFSI (en tant que représentant de Coordination Sud au sein de CONCORD) a contribué à l'élaboration et à la diffusion, en France et en Pologne, d'amendements de CONCORD. Le CFSI a également mené un important travail de plaidoyer en direction des membres français de la commission agriculture lors de l'élaboration du rapport Dess. Deux d'entre eux avaient une influence importante en tant que « shadow rapporteur », c'est-à-dire représentant de leur groupe auprès du rapporteur Dess : José Bové (Verts) et Stéphane Le Foll (Socialistes et démocrates, SD). Parmi les diverses actions menées, au sein d'une délégation de PAC 2013, nous avons rencontré le 23 mars 2011 José Bové et Michel Dantin ainsi que les assistants de Stéphane Le Foll et de Georges Lyon (« shadow rapporteur » Alliance des Libéraux et Démocrates Européens, ADLE, britannique) pour promouvoir une PAC cohérente avec le développement. Ce plaidoyer et celui d'autres membres de CONCORD ont permis l'adoption d'un amendement indiquant que « l'Union européenne doit être attentive à la situation des pays en développement ». Cet amendement devait être retenu lors du vote en plénière, le 23 juin.

3 lettres électroniques en français, polonais et anglais ont été publiées à destination des parlementaires européens ainsi qu'à des responsables d'OSC.

Actions vers les parlementaires UE et ACP

Le CFSI et ses partenaires polonais, PKE et PZS, ont été très actifs dans le cadre de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE.

Le rôle des gouvernements et de la société civile du Sud dans l'élaboration de la future PAC est presque inexistant. Pourtant, l'article 12 de l'Accord de Cotonou prévoit l'information et la consultation des ACP « lorsque la Communauté envisage de prendre une mesure susceptible d'affecter les intérêts des États ACP ». Comme l'y encourage le Parlement européen, le CFSI propose à l'APP de nommer deux rapporteurs permanents sur la cohérence des politiques pour le développement (un ACP et un européen). Ils veilleraient à la cohérence des politiques européennes et ACP avec le développement, favoriseraient les débats et prises de position de l'APP sur ces sujets, publieraient un rapport biennal portant notamment sur la mise en œuvre de l'article 12 et examineraient des plaintes éventuelles de la part de victimes d'incohérences. Il s'agit d'objectifs à moyen terme proposés par le CFSI et repris par CONCORD. Pour commencer, le CFSI a proposé à l'APP de débattre sur la PAC et son impact sur les pays ACP.

Sensibiliser les membres de l'APP de Budapest pour qu'elle agisse en faveur de la CPD (mai 2011)

C'était, semble-t-il, la première fois que des ONG cherchaient à influencer sur l'agenda officiel. Le bureau de l'APP fixant les ordres du jour, nous avons donc ciblé ses membres européens. Le CFSI a piloté ce plaidoyer au nom de CONCORD et obtenu que le Bureau de l'APP inscrive à l'ordre du jour un débat sur « les répercussions de la politique agricole commune sur les pays ACP ». Ce succès a permis d'identifier un nouvel espace de plaidoyer pour les ONG lors des APP.

Plusieurs groupes politiques européens ont mis en place des réseaux généralement informels avec des parlementaires ACP. C'est le cas de l'Alliance des Libéraux et Démocrates pour l'Europe, le Pacifique, l'Afrique et les Caraïbes (ALDEPAC). Une eurodéputée française, que le CFSI avait sensibilisée lors de l'APP de Kinshasa sur l'importance de veiller à la cohérence de la PAC avec le développement de l'agriculture ACP, a non seulement appuyé nos propositions vis-à-vis du bureau, mais aussi proposé que le thème central du déjeuner-débat de l'ALDEPAC du 17 mars 2011 porte sur la PAC et le développement. Le CFSI a été sollicité et est intervenu au nom de CONCORD. 70 personnes environ ont participé au débat dont Guy Verhofstadt, ancien Premier Ministre belge et président du groupe ALDE et Charles Goerens, ancien ministre luxembourgeois de la coopération et coordinateur du groupe ALDE à la commission du développement du PE.

A l'occasion de l'APP UE ACP à Budapest, le CFSI et ses partenaires polonais ont organisé un déjeuner débat intitulé « Cohérence des politiques européennes pour le développement et sécurité alimentaire dans les pays ACP : les exemples de la PAC et des agrocarburants ». Il était présidé par l'eurodéputée bulgare Marya Nedelcheva (PPE, membre de la commission AGRI). Nadjirou Sall, secrétaire général-adjoint du Conseil national de concertation des ruraux (Sénégal). Un représentant du CFSI faisait partie des intervenants. 93 personnes ont participé à cette rencontre, dont 52 parlementaires et ambassadeurs.

Le CFSI a proposé à 3 parlementaires 3 questions sur la PAC et la sécurité alimentaire dans les pays ACP à poser lors des débats avec le Commissaire au développement et le représentant du Conseil européen. 2 ont été retenues par un élu PPE et un SD.

Sensibiliser les membres de l'APP de Lomé pour qu'elle agisse en faveur de la CPD (novembre 2011)

Les activités menées lors de l'APP de Lomé se sont faites à deux niveaux : dans le cadre de Concord et avec SOS Faim et les plates-formes paysannes.

Un déjeuner-débat a été organisé par Concord pour présenter le rapport de CONCORD sur la CPD en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, les migrations et les recommandations à l'APP. Le CFSI y a contribué en facilitant la participation d'un représentant des organisations paysannes maliennes et en intervenant sur les enjeux de la CPD et les recommandations à l'APP. Il a réuni une cinquantaine de personnes.

Le CFSI a co-animé une formation sur l'accord de Cotonou à destination de la société civile togolaise à laquelle ont participé une cinquantaine de responsables associatifs et syndicaux ainsi que des représentants des ministères du commerce et de la planification. Il a principalement abordé la question de la cohérence des APE avec la sécurité alimentaire des pays ACP.

2 visites d'une demi-journée ont été organisées par la CTOP (Confédération Togolaise des Organisations Paysannes) et SOS Faim, avec l'appui du CFSI. Elles avaient pour objectif de montrer les réalités de l'agriculture familiale. 36 personnes y ont participé dont 3 eurodéputés, 5 parlementaires ACP, des représentants du Conseil de l'UE, des assistants parlementaires et des représentants de la société civile.

Autour d'un déjeuner togolais à base de produits issus de l'agriculture familiale, les organisations paysannes (OP) ont présenté les résultats des études qu'elles avaient réalisées pour proposer des politiques de soutien à l'agriculture familiale sur la base d'exemples de réussite. Michèle Striffler, PPE, France, 1ère vice-présidente de la commission du

développement du PE, a accepté la proposition du CFSI de présider le débat. Elle avait également participé à la visite de terrain. Plus de 70 personnes ont assisté au débat.

Conférence de Varsovie : sensibiliser des décideurs et des responsables de la société civile polonais à une PAC cohérente avec le développement

Les 8 et 9 décembre 2011, PKE, avec l'appui de PZS (partenaire polonais) et du CFSI, a organisé à Varsovie une conférence intitulée : « crise alimentaire mondiale : la PAC et les autres politiques européennes sont-elles cohérentes avec la sécurité alimentaire dans les PVD ? ». Cette rencontre était placée sous le patronage de Marek Sawicki, ministre polonais de l'agriculture. Le Président de la République de Pologne a adressé un message de soutien aux organisateurs.

Plus de 75 personnes ont participé à cet évènement, dont 2 parlementaires polonais et 11 fonctionnaires du ministère de l'Agriculture chargés des questions européennes et internationales ainsi que des représentants de la société civile polonaise. Etaient également présents, l'eurodéputée Gabriele Zimmer, les ambassadeurs du Luxembourg auprès des Nations-Unies et en Pologne, l'attaché agricole de l'Ambassade de France, deux responsables d'organisations paysannes du Sénégal et du Bénin et un chercheur à SUPAGRO. Le CFSI faisait partie des intervenants et s'était chargé de l'invitation des participants non-polonais.

Actions vers la Commission européenne

Le 11 février 2011, l'unité en charge de la CPD au sein de la DG DEVCO a invité le CFSI à intervenir lors d'une réunion d'experts intitulée « La réforme post 2013 de la PAC : quels impacts sur les pays en développement ? ». Dans le cadre de la réalisation de 5 études de cas relatives à l'impact de la PAC sur l'agriculture familiale dans 5 pays du Sud, la Commission a demandé à 2 universitaires et 2 représentants de la société civile leur contribution sur la méthodologie à utiliser. Le CFSI a mis l'accent sur l'intérêt d'une approche basée sur les droits de l'Homme.

Le 20 mai 2011, après l'APP de Budapest, le CFSI et SOS Faim ont organisé 2 rencontres avec la Commission européenne (DG DEVCO et AGRI), à Bruxelles, pour permettre aux partenaires africains de présenter directement leurs préoccupations et propositions concernant, d'une part, l'aide au développement de l'UE en faveur de l'agriculture familiale et, d'autre part, les impacts de la PAC en Afrique.

Accroître le nombre et la diversité des OSC agissant en faveur de la CPD et du droit à l'alimentation

La stratégie du CFSI se caractérise par 2 principes : complémentarité et synergies. Nous cherchons à renforcer les collectifs existant pour avoir plus d'impact sur les décideurs politiques, soit en abordant des thèmes que les autres membres d'un collectif n'abordent pas, soit en mobilisant des acteurs que ces collectifs auraient du mal à impliquer. Afin d'illustrer cette stratégie, voici 2 exemples :

- en France, aucune ONG ne travaille sur les systèmes de mise en cohérence des politiques (institutions, instruments d'évaluation, etc.). Au sein de Coordination Sud, le CFSI assure l'information des membres sur ce sujet, met en débat des propositions et les relaye au sein de CONCORD et auprès des institutions françaises et européennes ;
- CONCORD est constitué de plateformes nationales d'ONG. Toutes ces plateformes ne sont pas impliquées sur tous les thèmes de travail de CONCORD. Elles n'informent leurs membres que sur les sujets qu'elles suivent. Ainsi, le CFSI représente Coordination Sud au sein du groupe de travail de CONCORD sur la PAC. Ce n'est pas le cas de Grupa Zagranica, la plateforme polonaise. Si le CFSI n'avait pas informé directement ses partenaires polonais, le plaidoyer de CONCORD sur la PAC n'aurait pas été relayé en Pologne, auprès des eurodéputés polonais. Grâce à cela, le député

PPE Filip Kaczmarek a déposé un amendement proche de la proposition de CONCORD au rapport du Parlement européen sur la PAC, en faveur de sa cohérence avec le développement. Le PPE étant plutôt hostile à faire référence à la CPD, l'intervention de F. Kaczmarek a contribué à la révision du rapport du Parlement européen dans le sens désiré par CONCORD.

Coordination européenne

Outre les réunions du comité de pilotage du projet avec ses partenaires polonais et des actions communes avec d'autres ONG européennes, le CFSI participe :

- aux réunions du groupe de travail de CONCORD sur la CPD en tant que représentant de Coordination Sud. Il a en particulier participé à la rédaction du chapitre « sécurité alimentaire » du 2ème rapport de CONCORD sur la cohérence des politiques paru en novembre 2011 ;
- depuis début 2011, le CFSI représente également Coordination Sud au sein du groupe de travail de CONCORD sur la PAC, créé en 2010.

Coordination en France

Le CFSI participe à la Commission « agriculture et alimentation » de Coordination Sud ainsi qu'à sa commission « Europe ».

Le CFSI participe également au réseau PAC 2013 qui réunit des organisations paysannes, des associations environnementales et de solidarité internationale.

Concertation avec les plateformes nationales d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest

Le projet de renforcement des capacités de plaidoyer des plates-formes paysannes du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal animé par SOS Faim Belgique est un des résultats du cycle de 3 séminaires internationaux organisé dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE 2006-2008. Une première phase de 2 ans a été évaluée début 2010. Le bilan est positif. Parmi les évolutions qui sont mises en œuvre durant la phase actuelle :

- l'élaboration de propositions plus concrètes pour les actions de plaidoyer, le rôle de l'agriculture familiale, des OP et le principe de souveraineté alimentaire étant de plus en plus reconnus ;
- l'élargissement à d'autres plateformes paysannes (Bénin et Togo avec VECO et Guinée-Conakry avec le CFSI).

En 2011, des études de cas analysant des succès de l'agriculture familiale pour en dégager des propositions destinées aux décideurs politiques de leurs pays et européens ont été réalisées dans chacun des pays. L'une d'elles a été financée par le CFSI. Les résultats des études ont été présentés lors de 2 journées de travail réunissant 5 OP partenaires, SOS Faim Belgique, VECO et le CFSI les 12 et 13 mai 2011, à Bruxelles. Les débats ont dégagé des facteurs de succès qui ont été traduits dans un document de 2 pages de recommandations, diffusé en français et en anglais auprès des parlementaires européens et ACP lors de l'APP. Un document de plaidoyer en français et en anglais a ensuite été élaboré, reprenant ces propositions et résumant en 2 pages chacune des études. Il a été diffusé lors de l'APP de Lomé, en novembre 2011.

4 ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

4.1 Fonds économie sociale et solidaire

Neuf organisations membres du CFSI ont proposé des projets dans le cadre de l'appel à initiatives lancé en juillet 2011. Quatre initiatives ont été retenues. Deux projets sont situés au Maroc et basés sur la production et la transformation d'olives : l'un promeut le commerce de proximité d'huile à partir d'une coopérative villageoise (Agrisud International) ; l'autre (Batik International) soutient un groupement de femmes et la commercialisation équitable de savon noir biologique avec une entreprise d'insertion alsacienne. Au Burkina Faso, AGIR Abcd Côte d'Or installera un moulin à grains dans deux villages pour réduire la pénibilité du travail des femmes et permettre aux groupements féminins d'accroître leurs revenus. Au Cambodge, le GRET appuiera l'institutionnalisation et la pérennisation d'une organisation de micro-assurance santé solidaire (SKY).

4.2 Programme FISONG – Formation et insertion professionnelle des jeunes

Le programme FISONG se propose d'apporter des réponses structurantes, innovantes et coordonnées à la question de l'insertion professionnelle des jeunes dans deux contextes géographiques et sociaux différents en articulant une formation professionnelle adéquate, un accompagnement efficace et une mobilisation des acteurs publics, privés et sociaux. Il est mis en œuvre en Mauritanie par le GRET (projet Cap Insertion) et au Mozambique par ESSOR (projet UPA). Le CFSI assure l'animation du dispositif et une action de capitalisation.

En 2011, le projet CAP insertion a renforcé l'action de ses trois antennes implantées dans les quartiers périphériques de Nouakchott : amélioration des outils et de leur utilisation pour un suivi régulier des jeunes, embauche d'un chargé de relation avec les entreprises facilitant la détection d'offres de stages et d'emplois dans le secteur formel notamment.

Le dispositif semble avoir atteint son seuil de fréquentation avec 1 500 jeunes inscrits dans les trois antennes sur l'année pour bénéficier des différents services proposés : tables rondes pour la découverte de métiers, appui et orientation vers la formation, ateliers de techniques de recherche d'emploi et de stages, mise en relation avec les offres existantes, suivi de stage et de formation, etc. En 2011, le GRET a également lancé un volet de formations courtes et insérantes en Mauritanie. Deux premières formations ont eu lieu (assistante de direction et coiffure), trois autres ont été construites mais ne seront réalisées qu'en 2012. En parallèle, des liens ont été développés avec les partenaires institutionnels impliqués dans le comité de suivi.

Au Mozambique, le projet développé par ESSOR à Beira et Maputo s'appuie sur des organisations communautaires de bases implantées dans les quartiers les plus défavorisés pour y développer des services d'appui à la formation et à l'emploi. 2 136 jeunes se sont inscrits pour accéder à des formations, des stages et des emplois. 64 activités génératrices de revenus ont été créées suites à des formations à l'auto-emploi. Elles sont ensuite accompagnées par un service spécifique qui facilite leur gestion et leur développement. 14 micro-entreprises, faisant l'objet de business plan validé et d'obtention de crédit ou de kit matériel, ont également été créées dans les secteurs de la restauration, de la coiffure, du bâtiment et de l'informatique.

Le travail partenarial généré par le projet, notamment entre les entreprises, les centres de formation et les organisations communautaires de base, permet une amélioration de la qualité des formations et du suivi des jeunes dans leur parcours d'insertion. De ce constat est née l'idée de créer une agence de placement en emploi qui engage les financements et la responsabilité sociale des entreprises, mais aussi la responsabilité qualitative des centres de formation. Cette agence a été créée en 2011 dans le secteur stratégique de l'hôtellerie et devrait par la suite s'intéresser à d'autres secteurs.

Un document étape de capitalisation sur les cadres de concertation de ces deux projets a été réalisé. Une seconde phase de capitalisation a été amorcée : actualisation des problématiques et de la méthodologie, préparation des prochaines missions de capitalisation dans un contexte de bilan de projet et de perspectives de pérennisation.

4.3 Enjeux et perspectives de l'ESS pour la solidarité internationale

Le chantier stratégique du CFSI sur l'économie sociale et solidaire a été décidé en 2010. Une étude sur les enjeux et perspectives de l'ESS pour la solidarité internationale a été lancée en 2011, financée par le fonds FRIO de Coordination Sud (financement AFD). Un comité de pilotage composé de membres du Conseil de Direction a été mobilisé pour la définition des termes de références. Il a sélectionné les consultants de la coopérative de Conseil en pratiques et analyses sociales (COPAS) pour accompagner le CFSI dans la réflexion sur sa stratégie en matière d'économie sociale et solidaire.

Un travail bibliographique portant sur un état des lieux problématisé de l'ESS en France et dans le monde a été réalisé par COPAS. Il a permis d'engager la réflexion avec neuf membres réunis en atelier au mois d'octobre. Un second travail de diagnostic du CFSI a été réalisé par les consultants sous forme d'enquête par entretiens auprès d'un échantillon de membres. Le deuxième atelier a réuni autant de participants que le premier. Davantage basé sur des études de cas et du débat, il a approfondi les réflexions engagées à l'automne et pointé les principales questions de positionnement auquel le CFSI devra répondre à l'avenir : par rapport au *Social business* et autres démarches « *Bottom of the Pyramid* », par rapport à l'entrepreneuriat individuel ou collectif, à l'économie informelle, aux bénéficiaires ou acteurs des actions ESS, aux territoires, aux fonctionnements démocratiques et équitables, etc. En décembre, COPAS a proposé une définition de l'ESS en guise de synthèse de ces échanges.

Cet accompagnement des consultants a permis de mobiliser une diversité de membres du CFSI au sein des ateliers, d'actualiser et de se mettre collectivement à même niveau de connaissance en matière de conception et d'enjeux de l'ESS ainsi que de défis à relever. Le comité de pilotage, qui s'est réuni régulièrement, a progressivement repris l'animation de ce chantier de manière notamment à ce que le texte de positionnement et la stratégie du CFSI soient élaborés par ses membres. 2012 marquera donc le passage d'une phase d'état des lieux et diagnostic à une phase plus active de construction collective par les membres du CFSI.

5 SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION

Le programme société civile et participation poursuit les objectifs suivants :

- renforcer les organisations de la société civile pour qu'elles participent à la définition et au suivi des politiques publiques ;
- favoriser les échanges entre les organisations membres du CFSI et leurs partenaires à partir des actions soutenues.

Au cours de l'année 2011, il s'est concrétisé par :

- la poursuite de la convention programme société civile et participation (SPC) qui inclue à la fois un soutien à des actions réalisées par des partenaires des membres et l'animation d'échanges entre les membres et leurs partenaires ;
- le partenariat avec le CNOSCG (Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne) ;
- les programmes pluri acteurs en Algérie et au Congo.

5.1 Convention programme SCP

L'année 2011 a vu la poursuite de la convention programme « Société civile et participation » autour de ses trois axes d'intervention :

- le soutien financier de projets triennaux et annuels portés par les membres du CFSI en partenariat avec des organisations de la société civile du Sud ayant la volonté de participer à l'élaboration ou au suivi de politiques publiques au niveau local, national ou sous-régional ;
- le décryptage de ces expériences de participation par un processus de capitalisation mené en partenariat avec l'Institut de recherche et de débat sur la Gouvernance ;
- l'analyse des pratiques partenariales des membres du CFSI depuis 2005, afin de mesurer si les valeurs défendues par le programme tendent à être appliquées.

Le soutien financier de projets triennaux et annuels

Les projets en cours

Les 4 projets triennaux sélectionnés en 2010 portent sur la politique migratoire au Mali, la politique économique en faveur des artisans de Madagascar, le développement local d'une préfecture de Guinée et la mise en œuvre des politiques de formation et d'insertion professionnelle d'une région du Brésil. Leur mise en œuvre a été poursuivie (les résultats par projet sont annexés).

Les 5 actions annuelles également sélectionnées courant 2010 ont pour objectif d'accompagner le démarrage d'un dialogue avec les pouvoirs publics ou de développer son assise sur la question des services agricoles à Madagascar, le développement d'une stratégie de développement agricole concertée dans un département congolais, le renforcement d'un conseil des organisations de la société civile d'une région en Guinée Bissau, la professionnalisation de journalistes et de la communication d'associations au Congo et l'information sur la production des agrocarburants à base de jatropha au Mali.

Second appel en 2011

Un second appel a été lancé en 2011. Certaines modalités de cofinancements et de durée des actions ont évoluées. 6 projets ont été reçus, 4 sélectionnés (la liste des projets retenus est mise en annexe). Ces projets portent sur :

- la mise en place d'un réseau d'organisations de la société civile pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises au Vietnam ;

- le dialogue entre société civile et décideurs sur les enjeux du changement climatique, dans la région de Saint-Louis au Sénégal ;
- le renforcement des capacités du ROPPA en matière d'analyse des politiques agricoles et commerciales en Afrique de l'Ouest ;
- la concertation multi-acteurs pour l'ancrage des stratégies nationales de formation agricole et rurale en Afrique centrale.

Le processus de capitalisation mené en partenariat avec l'Institut de Recherche et de débat sur la Gouvernance (IRG)

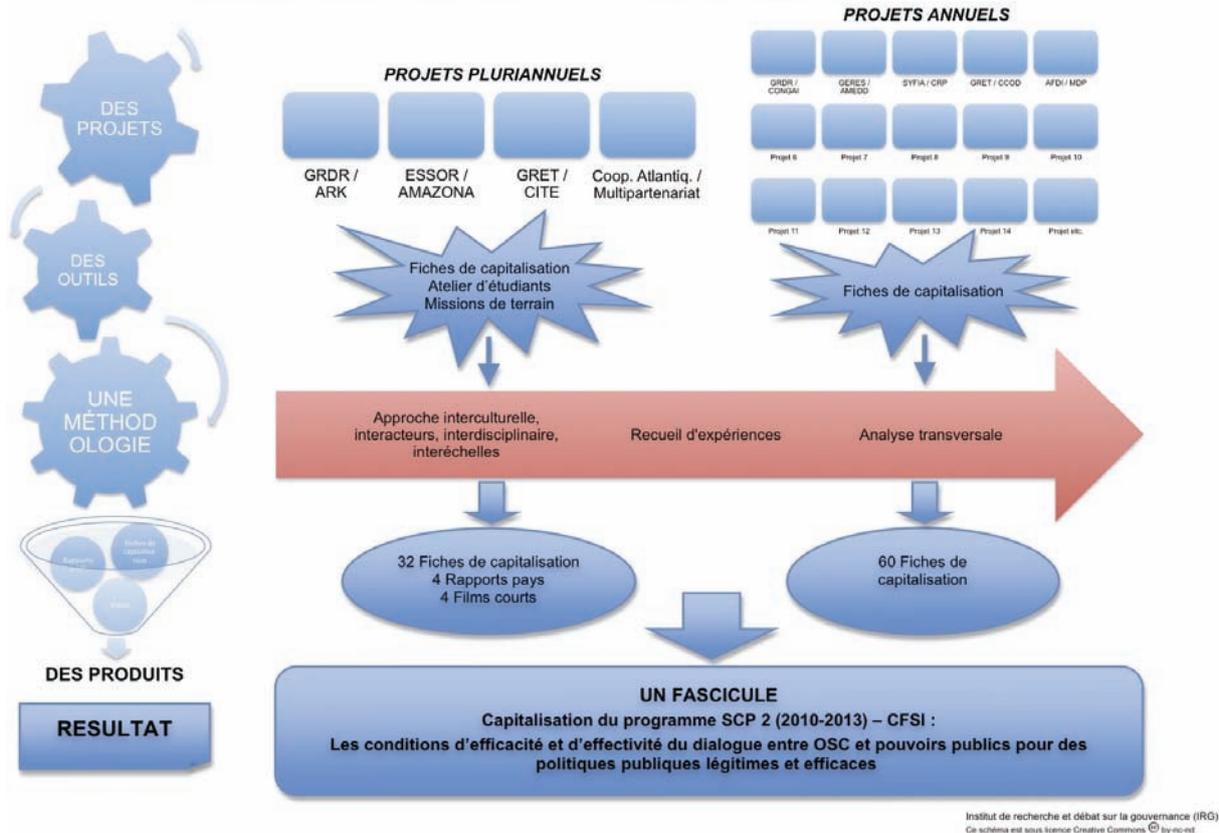
Finalisation de la méthode et mise en œuvre

L'IRG et le CFSI ont défini un processus de capitalisation conçu pour et par les acteurs. Elle constitue une activité de renforcement de capacités à part entière, intégrée à chaque projet soutenu par le programme. Ainsi, le cadre de questionnements, élaboré de manière participative, donne lieu à une série de fiches de capitalisation qui permet à chaque OSC d'interroger ses pratiques. Il est structuré autour de deux axes :

- le premier concerne les modes de construction d'une voix collective. Il questionne au sein des organisations la définition des objectifs et des valeurs partagées, l'ancrage et la pérennisation d'une voix collective, la capacité des réseaux de garantir l'expression d'un intérêt partagé, la définition des modes de gouvernance et de représentation ;
- le deuxième revient sur l'expérience des différents projets dans la mise en place d'un dialogue effectif entre les pouvoirs publics et les différentes parties prenantes d'un secteur. Il propose aux acteurs d'interroger leurs capacités à analyser les politiques et à proposer des alternatives, leur reconnaissance comme interlocuteur et les outils d'influence vis-à-vis des pouvoirs publics, les conditions, objectifs et modalités du dialogue avec les pouvoirs publics et enfin d'appréhender l'impact du dialogue en suivant les différents effets du processus de dialogue.

Les 4 projets pluriannuels font l'objet d'une étude de cas menée par l'IRG et quatre doctorants issus du pays de ces projets (Brésil, Guinée, Madagascar et Mali) pour analyser les conditions d'efficacité et d'effectivité des processus de dialogue et de participation des OSC aux politiques publiques.

PROCESSUS DE CAPITALISATION – PROGRAMME SCP 2 (2010-2013) – CFSI / IRG



Atelier de travail international de partage du processus de capitalisation

Le processus de capitalisation est un outil de renforcement des capacités, d'accompagnement du changement et de gestion des connaissances, « par » et « pour » les acteurs, au Nord comme au Sud. Pour ce faire, un atelier international a été organisé. Il a rassemblé les membres du CFSI impliqués dans la convention programme et 5 partenaires des projets soutenus depuis 2010.

Cet atelier a répondu à trois objectifs :

- partager les enjeux : restituer les enjeux et orientations stratégiques du programme SCP tels que définis par le comité de pilotage du programme ;
- tisser des liens entre les acteurs (membres du CFSI, membres du comité de pilotage, porteurs de projets pluriannuels et annuels et leurs partenaires, équipe du CFSI, équipe IRG) ;
- approfondir le processus de capitalisation du programme SCP.

Il a permis d'atteindre les résultats suivants :

- partage des objectifs et des contenus du programme ;
- identification des enjeux externes (dialogue politique publique, rôle des sociétés civiles dans les changements sociaux et économiques, processus démocratiques) et internes (les pratiques de coopération promues par le programme) et des orientations stratégiques du programme ;
- identification de la déclinaison des enjeux du programme dans chaque projet ;
- présentation du processus de la capitalisation : méthodologie, outils, explication des fiches de capitalisation, du rôle des ateliers d'étudiants.

Lancement d'une étude auprès des membres du CFSI sur leurs pratiques partenariales

Un des enjeux du programme est de promouvoir le « Coopérer autrement » pour encourager le développement de nouvelles pratiques de coopération en lien avec l'évolution des OSC du Sud reconnues comme des acteurs de développement à part entière. Mais qu'entendons-nous exactement par nouvelles pratiques ? Quelles sont-elles actuellement ? De quelle manière le programme va-t-il susciter du changement ?

Les critères définis par Coordination SUD dans le cadre de la Commission Financement et Renforcement Institutionnel (COFRI) en 2005 et présentés lors du séminaire international SCP de la même année, sont-ils encore valables aujourd'hui pour réfléchir aux pratiques de coopération ? En 2010, les travaux collectifs préparatoires à l'élaboration de SCP 2, les réflexions autour des PCPA et des principes d'Istanbul dans le cadre des débats internationaux sur l'efficacité de l'aide, posent la question des partenariats « équitables et solidaires » dans des termes renouvelés :

- réciprocité dans l'action et les apprentissages ;
- décloisonnement de la relation bilatérale pour un partenariat collectif pluri-acteurs ;
- vision et principes partagés tout en étant adaptés aux intérêts respectifs ;
- respect du rôle de chacun dans la complémentarité ;
- gouvernance partagée : coresponsabilité, codécision, cogestion.

Pour répondre à ces questions, le comité de pilotage du programme a décidé de lancer en 2011 une étude. Basée sur des entretiens semi-directifs auprès d'un échantillon de 10 membres du CFSI : Batik International, CGT, Coopération Atlantique, ESSOR, GERES, GRDR, MFR, Misola, Syfia International et l'UNADEL, cette étude se proposait de croiser les étapes inhérentes à chaque projet et les valeurs et principes défendus en 2010. Elle a permis de collecter des données sur les pratiques actuelles et les changements opérés depuis 2005. Les résultats, disponibles en 2012, permettront de définir les actions les plus pertinentes pour promouvoir des pratiques partenariales plus équilibrées entre les membres du CFSI et leurs partenaires.

5.2 Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)

Le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG) a été créé en février 2002. Il fédère les principaux réseaux et groupements d'ONG et d'organisations professionnelles et syndicales. Il est constitué de conseils régionaux, préfectoraux et sous-préfectoraux qui recouvrent l'ensemble du territoire national. Le partenariat entre le CFSI et le CNOSCG a démarré fin 2008 par une réflexion conjointe sur un projet visant à développer les activités en réseau entre tous les démembrements du CNOSCG.

2011 marque la poursuite du projet dédié au renforcement du rôle du CNOSCG dans la prévention et la gestion des conflits locaux, par une meilleure mise en réseau de ses membres et l'échange des expériences et des pratiques. Ce projet est soutenu par l'Union européenne et l'Ambassade de France à Conakry.

En cette première année de vie d'un Etat désormais légitime suite aux élections démocratiques, le programme est entré dans une phase de mise en œuvre plus sereine. Les activités suivantes ont été menées :

- un atelier national de capitalisation où ont été présentés les résultats des études sur les pratiques et expériences relatives à la prévention et la gestion des conflits dans les 8 régions administratives. Il a également permis de poursuivre le processus de capitalisation à partir des études réalisées, notamment en vue de l'élaboration d'un Plan national d'appui à la médiation et initié un débat sur la création du poste de médiateur et la prise en compte des pratiques locales dans les politiques publiques ;
- 8 concertations régionales sur le renforcement des conseils des OSC dans la gestion des conflits. Dans ce cadre, l'atelier national de capitalisation sur la gestion des

conflits par les conseils locaux des OSC dans chaque région administrative, présenter a été restitué. Le projet de Plan national d'appui à la médiation a été débattu et amendé. 10 personnes ressources ont été identifiées autour des trois thématiques : conflit foncier, conflits entre agriculteurs et éleveurs et conflits entre locataires et propriétaires ;

- organisation de 3 séminaires thématiques nationaux qui ont réuni les 10 personnes ressources pour définir le rôle et les missions de chaque réseau ;
- élaboration participative et pré-validation de 11 cahiers pédagogiques sur la prévention et la résolution des conflits locaux (Les structures modernes, les structures traditionnelles, les approches modernes, les approches traditionnelles, la négociation /médiation, synthèse des approches modernes, synthèse des approches traditionnelles, la réconciliation, le rôle des femmes, le rôle des jeunes, analyse des conflits) ;
- lancement de l'organisation des collèges régionaux qui rassemble dans chaque région tous les acteurs impliqués dans la prévention et la gestion des conflits locaux.

5.3 Les programmes concertés pluri acteurs

Les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) sont des instruments mis au point par le Ministère des Affaires étrangères et européennes en lien étroit avec les ONG. Ils font directement écho à l'identité du CFSI. Le CFSI est l'une des rares organisations françaises assurant une mobilisation opérationnelle pluri acteurs avec les collectivités territoriales, les syndicats. Il s'est donc trouvé assez naturellement engagé dans cet instrument innovant d'appui aux sociétés civiles du Sud. Ainsi, il assure le rôle d'ONG garante de deux PCPA, l'un au Congo, l'autre en Algérie.

PCPA CONGO

Le programme concerté pluri acteurs (PCPA) au Congo fait suite à une étude préalable réalisée en 2007 et au programme « Dialogue citoyen » mis en œuvre de 2004 à 2007 dans le cadre de la convention programme « Société civile et participation ». Le PCPA a démarré formellement sa phase 1 en janvier 2008, sa phase actuelle se déroule de 2010 à 2013. Il rassemble 86 OSC congolaises et 10 OSC françaises dont 3 membres du CFSI, la CGT, le GRET, Syfia International, 3 ministères techniques congolais et un ministère français.

La mise en œuvre du PCPA Congo s'articule autour de trois objectifs :

- renforcer l'efficacité et la crédibilité des OSC congolaises en tenant compte de leur diversité ;
- renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile congolaise ;
- contribuer à l'amélioration du dialogue entre pouvoirs publics et société civile.

Un des enjeux de la phase 2 est de structurer le programme de manière plus stratégique et politique. Cette ambition a été possible grâce au renouvellement du comité de pilotage en juin 2010 qui a permis de réunir les acteurs les plus déterminants de la société civile congolaise. Ils ont fixé deux axes stratégiques : l'un national, l'autre local.

Au niveau national, l'enjeu est de répondre au besoin de structuration collective de la société civile, de plus en plus sollicitée par les pouvoirs publics, mais incapable de parler d'une voix commune par manque d'espace de concertation. Si l'idée d'une organisation faïtière nationale n'est pas d'actualité, le regroupement des OSC par secteurs d'intervention est pertinent. Dans ce cadre, le COPIL a décidé que le programme mettrait en place cinq plateformes thématiques (PFT) : Eau et assainissement - Education, formation et insertion - Développement rural et agricole - Groupes vulnérables et droits humains - Santé. Ces espaces de concertation ont vocation à constituer des lieux d'échanges d'expériences, d'élaboration de positions communes, nécessaires à toute action de plaidoyer. Ils deviendront à terme des interlocuteurs des pouvoirs publics représentatifs de la société civile.

Le second axe stratégique concerne le niveau local. Le PCPA articule ses activités avec le processus de décentralisation que connaît actuellement le Congo. Ainsi, il répond à une forte demande des collectivités locales congolaises qui cherchent à travailler davantage avec les OSC de leurs territoires. Toutes les activités menées au sein des départements s'inscriront dorénavant dans les objectifs suivants :

- suivre l'élaboration et la mise en œuvre des contrats Etat-département ;
- chercher à contribuer à l'élaboration des plans de développement local, en veillant à la participation des OSC dans leur conception et mise en œuvre ;
- viser le développement de la démocratie locale, par une sensibilisation aux élections législatives de 2012 et locales de 2013.

Trois grandes activités ont marqué l'année 2011 :

- la mise en œuvre du fonds d'appui au projet : au total 31 projets ont été sélectionnés suite à 3 appels à projets, soit 62 % du nombre de projets attendus sur toute la durée du programme (cf. liste des projets en annexe). Les 31 projets sélectionnés touchent environ 700 OSC et une trentaine de pouvoirs publics (ministères techniques, services déconcentrés et collectivités locales). On note une nette progression, par rapport à la phase 1, du nombre de projets menés en partenariat avec une OSC française ; elles sont au nombre de 6 soit 25 % (contre 2 sur 19 projets soit 10 % en phase 1 en 2009). Tous ces projets ont fait l'objet dans leur définition et leur mise en œuvre d'un accompagnement individuel et / ou collectif par le service appui projet du programme composé de la cellule exécutive avec l'appui du GRET Congo ;
- la participation à des rencontres avec les pouvoirs publics et les partenaires techniques et financiers : le programme a fait l'objet de plus de 19 sollicitations de participation à des rencontres de concertation, d'information et d'évaluation par les pouvoirs publics (ministère du Plan, des Affaires sociales, Autorité de régulation des marchés publics) et les partenaires techniques et financiers (AFD, Ambassade de France, Banque Mondiale, Nations Unies, délégation de l'Union européenne). Ces sollicitations constituent une nouvelle donne dans les relations entre OSC et pouvoirs publics au Congo. Le programme est reconnu dans sa capacité à mobiliser de nombreuses OSC. C'est pourquoi le lancement de la mise en place des plateformes s'est accéléré en 2011, une première réunion s'est tenue en fin d'année pour chacune d'entre elle ;
- le développement des outils de communication : outre le journal « Alternative citoyenne » diffusé à 2 000 exemplaires, le site internet www.pcpacongo.org s'est actualisé progressivement, une newsletter bimestrielle a vu le jour et les deux documentaires sur le PCPA Congo, financés par l'Union européenne et le CFSI : « Les méandres de la démocratie » et les « Chemins de la concertation » d'Arnaud Soulier ont été projetés au Congo pour l'un et en France pour l'autre.

PCPA ALGERIE - JOUSSOUR

L'année 2011 peut-être qualifiée d'année de maturation pour le Programme Joussour et ses membres. Le nouveau comité de pilotage élu en 2010 et composé de 8 représentants associatifs algériens, de 3 représentants associatifs français, du représentant du CFSI, du Ministère des affaires Etrangères et européennes et de l'Agence française de développement, a désormais pris ses marques.

L'année 2011 a été marquée par le développement de nouveaux projets dans le cadre des Fonds d'Appui aux Projets et des Fonds d'Appui aux Initiatives locales, par le lancement de rencontres régionales, par la mise en œuvre d'un processus de capitalisation continu et participatif et par le bilan à mi-parcours du Programme qui s'est tenu à l'automne en Algérie.

Les fonds d'appui : maturité et professionnalisation des associations et renforcement du dialogue avec les pouvoirs publics locaux

Deux fonds d'appui ont été mis en œuvre :

- le Fonds d'appui aux projets est destiné à des associations expérimentées. Seize propositions sur 27 présentées ont été retenues. Les projets mis en œuvre sont menés, pour moitié, en partenariat avec des associations françaises. Ils visent à soutenir la prise en charge d'enfants handicapés, à œuvrer pour la préservation du patrimoine, à développer l'éco citoyenneté chez les enfants et les jeunes ou bien encore à renforcer les liens sociaux en offrant des espaces de socialisation culturels, ludiques et d'accès aux droits. Soulignons également que sur ces 16 projets, 5 sont développés par de petites associations qui avaient bénéficié en 2011, du fonds d'appui aux initiatives locales. Ceci indique clairement que le soutien à la mise en œuvre développé les années précédentes leur a permis de se structurer et qu'elles ont ainsi progressé dans le développement d'activités et dans la mise en œuvre de leur projet associatif ;
- le Fonds d'appui aux Initiatives Locales est destiné à de petites associations ou à des groupes de jeunes. 5 projets ont été sélectionnés à Bouira et 8 autres à El Oued. Ces initiatives visent à prévenir la déscolarisation à travers des activités de soutien scolaire, à renforcer l'insertion professionnelle des jeunes et en particulier des jeunes femmes, à créer du lien social à travers la transformation d'espaces publics en aires de jeux ou de jardins. Les autorités locales, et plus particulièrement les directions de la jeunesse et des sports, ont soutenu la démarche en accueillant et en participant au comité d'attribution de ces deux fonds, apportant par la même un précieux éclairage sur le contexte dans lequel s'inscrivaient ces projets.

Activités transversales : partage, mise en réseau et apprentissage

Formations collectives et accompagnement individuel

Des accompagnements collectifs et individuels ont été mis en œuvre dans le cadre des deux fonds d'appui ainsi que des formations collectives à la gestion des cycles de projets. Elles ont été complétées par des formations en gestion administrative et financière. Ces temps d'échanges et de partage collectifs ont permis aux associations algériennes de prendre du recul sur leurs pratiques, de partager leurs difficultés et leurs succès et de mieux se connaître pour pouvoir parfois agir en complémentarité en mutualisant leurs compétences.

Rencontres régionales

Une première rencontre régionale s'est tenue en septembre à Bouira. Elle a permis l'instauration d'un dialogue entre associations, administration et représentants des autorités locales (maires, direction jeunesse et des sports). Cette rencontre visait à établir une base de dialogue solide et à renforcer le soutien des autorités du territoire à l'action des associations dans l'objectif d'améliorer la prise en charge des jeunes, des enfants et de leurs familles bénéficiaires des activités des associations du territoire de Bouira. Les prochaines rencontres auront lieu à Constantine en 2012.

Une capitalisation participative et continue

Un processus de capitalisation continu, qui permettra de transformer l'expérience de Joussour en savoir appropriable par tous, a été développé par un binôme d'experts franco-algérien. Au second semestre, ils ont rencontré une trentaine d'associations membres en Algérie et en France. Le bilan de ces entretiens individuels sera restitué en 2012 de manière collective.

114 membres participent au bilan à mi-parcours

En octobre, les 114 membres de Joussour se sont retrouvés pendant deux jours pour un bilan à mi-parcours. Ce temps collectif a permis au comité de pilotage de présenter son bilan aux

membres de Joussour. Des ateliers ont offert la possibilité à tous de s'exprimer et d'être force de propositions, qu'il s'agisse de la participation des membres de l'assemblée plénière au sein des comités d'attribution des fonds, de la représentation du Programme lors des assemblées plénières des autres Programmes Concertés au Congo, en Guinée et au Maroc mais aussi d'échanger, par exemple, sur les conséquences de la nouvelle loi sur les associations qui entrera en vigueur en Algérie en 2012.

Rencontre algéro-franco-marocaine

En décembre 2011, une trentaine de membres des Programmes Concertés Pluri-Acteurs Algérie et Maroc se sont retrouvés pendant deux jours à Marseille pour échanger collectivement et identifier des thématiques et modalités d'échanges entre membres algériens et marocains. Ils ont convenu d'échanger sur la jeunesse et la citoyenneté, sur l'insertion socio-économique et sur le dialogue pluri-acteurs qui peut se nouer à un échelon territorial. En 2012, des membres des deux programmes seront invités en Algérie et au Maroc pour échanger concrètement sur leurs pratiques respectives.

6 GENEROSITE DU PUBLIC

6.1 Appel à la générosité du public

Près de 8 900 donateurs ont soutenu l'action du CFSI en 2011. La collecte de fonds auprès du public se décline en trois activités :

1. la fidélisation ;
2. la réactivation d'anciens donateurs ;
3. la prospection de nouveaux donateurs.

Les actions de fidélisation

Les actions de fidélisation concernent la relance de donateurs actifs qui reçoivent 4 sollicitations durant l'année. Elles représentent 84 % des montants collectés. Parmi les principaux résultats de l'année, on note :

- une augmentation du nombre de personnes prélevées (+ 11 % soit 1 945 prélevés contre 1 780 donateurs prélevés en 2010) et une augmentation des montants prélevés (+ 8 %) : les prélèvements représentent 36 % des montants collectés ;
- une difficulté à fidéliser les donateurs hors prélèvements qui se manifeste par une baisse du nombre de dons. En revanche, les donateurs fidélisés augmentent leur soutien en CFSI comme en témoigne la hausse du don moyen (65 € contre 59 € en 2010).

La réactivation de donateurs

La « réactivation » de donateurs vise à solliciter d'anciens donateurs par des actions de télémarketing réalisées avec l'aide d'un prestataire extérieur. En 2011 cette opération a été menée à l'occasion d'une enquête visant à interviewer les donateurs. A cette occasion, 924 donateurs ont adressé un don au CFSI.

La prospection

Les opérations de prospection se sont concrétisées par la poursuite de l'opération de prospection démarrée fin 2010. En 2011, cette opération a permis de recruter près de 2 600 donateurs.

6.2 Agrément du Comité de la Charte de Déontologie

Le CFSI est une organisation agréée par le Comité de la Charte de Déontologie (Comité du don en confiance).

L'agrément triennal a été reconduit par la Commission d'agrément et de surveillance au printemps 2010. Le contrôleur, M Alain Fournier, rencontre régulièrement la direction du CFSI.

En 2011, le Comité de la Charte a produit de nouveaux textes d'application, notamment sur le contrôle interne, le pilotage et la rémunération des agences de collecte. L'ensemble de ces règles visent à améliorer la qualité du travail au prix d'un surcroît de travail administratif parfois peu compatible avec les emplois du temps.

7 ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION

7.1 Informations vers les organisations membres

Toutes les organisations membres du CFSI reçoivent :

- les comptes rendus validés des réunions du conseil de direction ;
- une lettre électronique, « La lettre aux membres », qui est réservée aux membres du CFSI et leur fait part de l'actualité du CFSI. En 2011, deux lettres ont été envoyées en mars et octobre.

7.2 Informations vers les donateurs et sympathisants

Lettres électroniques

Sur l'année, 3 % des montants collectés proviennent par Internet. Différents supports permettent d'informer les donateurs et les personnes intéressées par le CFSI :

- « Regardons vers le Sud » : cette lettre illustre les missions sociales du CFSI par des témoignages des projets de terrain et inclut un appel au don. Trois numéros ont été envoyés en 2011 (juin, octobre, décembre) à une base de 1 800 adresses mails. Plus de 44 % des destinataires ont ouvert ces courriers et 14 % ont cliqué au moins une fois sur un des liens proposés ;
- « Contre la faim, changeons les règles » : cette lettre présente l'actualité des actions de promotion du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire (publications, éducation au développement, plaidoyer). Trois numéros ont été envoyés en 2011 (avril, octobre, décembre) à une base de 5 000 adresses mails. Plus de 35 % des destinataires ont ouvert ces courriers et 18 % ont cliqué au moins une fois sur un des liens proposés ;
- en complément, deux appels aux dons « Soutenez le CFSI » ont été adressés en décembre à une base de 6 000 adresses mails.

Communication écrite vers les donateurs

Deux « Courrier du CFSI », bulletin d'information sur les projets en cours destiné aux donateurs ont été envoyés en 2011. Le « Courrier du CFSI » est accompagné d'une lettre d'appel au don.



Juin 2011, 4 pages, 15 000 ex.



Octobre 2011, 4 pages, 16 000 ex.

En complément, le CFSI a envoyé à tous ses donateurs en août 2011 « L'essentiel de l'année 2010 », document rendu obligatoire par le Comité de la Charte et dont le contenu détaille les comptes et activités de l'année 2010.



Août 2011, 4 pages, 16 000 ex.

Campagne ALIMENTERRE

POURRA-T-ON NOURRIR 10 milliards
DE PERSONNES EN 2050 ?

LE TIERS DE LA PRODUCTION
ALIMENTAIRE MONDIALE EST perdu
OU gaspillé CHAQUE ANNÉE.

AIMEZ-VOUS MANGER DU pétrole ?

RÉSoudre LA FAIM, c'est possible,
MAIS IL FAUT LE VOULOIR.

CHAQUE ANNÉE, NOUS CRÉONS
L'ÉQUIVALENT DE 10 000 terrains
de foot DE DÉSERT.

5 modèles de marques-pages, format 20 x 5 cm



Affichette personnalisable Festival ALIMENTERRE 2011 (recto), campagne ALIMENTERRE (verso), format A3



Planche de flyers personnalisables Festival ALIMENTERRE 2011



Programme Festival de films ALIMENTERRE 2011



3 modèles de bannières internet à insérer sur les sites des partenaires et des pôles et relais

Outils d'information et d'éducation au développement

Support à destination des pôles et relais de la campagne

Manuel de campagne



Supports d'information et de sensibilisation



Alternatives Economiques n°305 bis

« Nourrir le monde sans détruire la planète : un autre modèle agricole et alimentaire est possible »



Le bilan de l'édition 2011 du Festival de films

Supports de plaidoyer



Évaluation des impacts de la PAC sur les agricultures familiales des pays du Sud, janvier 2011



L'impact des importations européennes de soja sur le développement des pays producteurs du Sud, février 2011



Pour une PAC solidaire avec le Sud, mai 2011

7.3 Sites Internet

Le CFSI dispose de trois sites internet :

- le site institutionnel du CFSI : www.cfsi.asso.fr ;
- le site dédié au Festival de films ALIMENTERRE : www.festival-alimenterre.org ;
- le centre de ressources – plateforme d'information collaborative sur les questions agricoles et alimentaires : www.alimenterre.org.

Le site institutionnel

Les connexions au site internet du CFSI enregistrent une diminution de 16 % en 2011 (33 269 visiteurs différents contre 39 720 en 2010). Cette baisse de fréquentation s'explique par la mise en ligne en septembre du site www.festival-alimenterre.org dédié au Festival de films ALIMENTERRE et en octobre du centre de ressources www.alimenterre.org. Les supports de communication invitaient à se rendre sur ces deux sites et non plus sur celui du CFSI comme les années passées. La durée moyenne d'une visite sur le site reste cependant stable (4 minutes et 38 secondes en 2011, 4 minutes et 35 secondes en 2010), ce qui indique que les contenus restent pertinents pour l'internaute.

Les mois de novembre et décembre ont été consacrés à la mise en œuvre du nouveau site internet pour succéder à la version 2006-2011. Début janvier 2012, notre site www.cfsi.asso.fr a fait peau neuve.

Site du Festival de films ALIMENTERRE

En septembre 2011, le site dédié au Festival de films ALIMENTERRE www.festival-alimenterre.org a été mis en ligne.

L'internaute peut retrouver sur ce site :

- une information détaillée sur les films de l'édition en cours, les partenaires et relais de l'événement ;
- un module de recherche permettant de connaître les dates et lieux de projection ;
- un espace médias pour télécharger tous les supports de communication du Festival ;
- le bilan des éditions précédentes et le catalogue de tous les films retenus pour le Festival depuis sa création.

Au 31 décembre 2011, le site a reçu 13 131 visites, majoritairement d'un public français, mais également de Belgique, du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, du Sénégal et du Togo ! En moyenne, l'internaute est resté 4 minutes sur le site et a consulté la page d'accueil, l'agenda, le programme 2011 et la présentation du Festival. 45 173 pages ont été vues et consultées en moyenne 1 minute 30. Le taux de rebond est de 43 %, ce qui garantit que les visiteurs naviguent sur le site et lisent différentes pages.

Centre de ressources ALIMENTERRE

Le centre de ressources collaboratif ALIMENTERRE www.alimenterre.org a pour objectifs de :

- réunir des supports sur l'agriculture et l'alimentation au sein d'un site web transversal ;
- valoriser les contributions des membres / partenaires ;
- renforcer l'action collective, trouver des complémentarités ;
- articuler les activités plaidoyer / éducation au développement / soutien aux projets ;
- élargir l'audience de la campagne ALIMENTERRE et garder une relation suivie tout au long de l'année avec les éducateurs populaires.

Il a été mis en ligne le 24 octobre 2012. Son ergonomie, sa clarté, son attractivité ont suscité beaucoup de remarques positives. Par rapport aux centres de ressources classiques, ce site présente des innovations techniques (puissant moteur d'indexation et de recherche, une suggestion de « ressources similaires », page d'accueil entièrement modifiable et mise à jour chaque semaine) ainsi que des fonctions interactives (suggestion de ressources, commentaires, partage sur les réseaux sociaux). Il se positionne comme un outil de référence pour les professionnels qui recherchent une information pertinente et de qualité. Il reste largement accessible au grand public grâce à une navigation intuitive et à une présentation simple de chaque ressource.

La communication sur le lancement du site et le déroulement du Festival éponyme en novembre-décembre ont permis d'amorcer la fréquentation du site (2 200 visites par mois sur novembre-décembre 2011, l'objectif étant fixé à 5 000). La fréquentation devrait augmenter en 2012 grâce au référencement naturel (il faut compter au moins 3 mois pour un nouveau nom de domaine), à la poursuite de la communication et à la mise en place de partenariats. En outre, le temps moyen de visite de près de 5 minutes est un indicateur de la qualité des visites.

8 PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2012

8.1 Activités

Agriculture et alimentation

Les actions réalisées en 2011 sur la thématique agriculture et alimentation s'inscrivent dans des engagements pluriannuels concernant :

- le fonds agriculture et alimentation : un nouvel appel aura lieu en 2012 ;
- la capitalisation sur la thématique « nourrir les villes ». Celle-ci sera poursuivie en 2012 et renforcée par des alliances avec des chercheurs et d'autres fondations soutenant des projets dans ce domaine ;
- la campagne ALIMENTERRE : l'année 2012 sera la dernière année du programme triennal « contre la faim, soyons cohérents ». Les activités visant à mobiliser des réseaux autour de la campagne et à sensibiliser les décideurs seront maintenues avec un accent particulier sur les agro carburants.

Economie sociale et solidaire

Le travail sur cette thématique sera mené de trois manières :

- finalisation de la capitalisation du programme formation professionnelle et insertion des jeunes financé par l'Agence française de développement et mené dans le cadre de la Facilité d'innovation des ONG (FISONG), en consortium avec ESSOR (Mozambique) et le GRET (Mauritanie) ;
- finalisation du chantier de réflexion avec les organisations membres du CFSI sur le sens de cette thématique et les attentes des membres ;
- définition des modalités de partenariats financiers et de soutien aux activités des membres du CFSI d'ici 2013.

Société civile et participation

En 2012, le processus d'une capitalisation continue et collective du programme SCP sera poursuivi. Les premiers résultats seront partagés à l'occasion d'un atelier international proposé à tous les membres du CFSI et aux partenaires Sud engagés dans la convention programme. Un troisième appel à initiatives sera lancé et les ateliers méthodologiques et/ou thématiques seront mis en œuvre.

Au Congo, la phase de sélection des projets sera achevée début 2012. La capitalisation du programme démarrera courant 2012. Les plates-formes thématiques constituées en 2011 vont également renforcer leurs actions.

En Algérie, les derniers appels à projets permettront de sélectionner des initiatives collectives et des projets liés aux initiatives locales. La capitalisation du programme sera finalisée ainsi que des études sur l'appui aux associations et la jeunesse. 2012 sera également l'année de définition de la nouvelle phase du programme 2013 – 2015.

8.2 Vie associative et définition du cadre stratégique 2013 – 2016

Le début de l'année 2012 sera consacré à la finalisation du cadre stratégique 2013 – 2016 préparé par les groupes de travail et le conseil de direction. Ce cadre sera voté lors de l'assemblée générale 2012.

9 ANNEXES

9.1 Liste des projets conventionnés en 2011

Fonds Agriculture et alimentation – CFSI / Fondation de France

Porteur	Pays action	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée projet
Financement CFSI					
AFDI Loiret	Mali	AOPP MOPTI	Développer la production des groupements maraîchers par la mise en place de paysans relais	40 000 €	36 mois
ESSOR	Cap Vert	ORAC SN	Transformer les produits agricoles de São Nicolau pour approvisionner les villes du Cap-Vert	50 000 €	36 mois
GRDR	Sénégal	AGB	Emergence des Micro-Entreprises Rurales pour nourrir les Villes (EMER-Villes)	49 546 €	36 mois
GRET	Sénégal	ENDA GRAF SAHEL	Sécuriser les filières céréalières dans le Sud Bassin arachidier	15 000 €	12 mois
Financement Fondation de France membres du CFSI					
GRDR	Mauritanie	AMAD	Projet de valorisation des initiatives locales de production et de transformation de patates douces dans le Gorgol (PROVILPAG)	50 000 €	36 mois
GRET	Burkina Faso	RTS	Beurre de karité	15 000 €	12 mois
RHK	Mali	GRDR	Renforcement des initiatives de valorisation et de commercialisation des produits et intrants biologiques dans la Région de Kayes	50 000 €	36 mois
Financement Fondation de France organisations non membres du CFSI					
ARCADE	Mali	BENKADY	Développement local et gestion intégrée de l'huile de pourghère	15 000 €	14 mois
AVSF	Sénégal	MDE VÉLINGARA	Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière lait local dans le département de Vélingara	50 000 €	36 mois
Concern Universal	Gambie	WASDA	LINK: Améliorer les moyens d'existence par l'agriculture commerciale	48 000 €	36 mois
Frères des Hommes	Sénégal	UGPM	Transformation et commercialisation en zone urbaine par les exploitations familiales de Méckhé	30 000 €	24 mois

Porteur	Pays action	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée projet
ICD	Mali	CIDR	Valorisation du lait local à travers les mini laiteries rurales	49 546 €	36 mois
Inter Réseaux	Burkina Faso	CPF	Renforcer les stratégies des acteurs valorisant les produits locaux en lien avec les consommateurs urbains	47 000 €	36 mois
IRAM	Niger	KARKARA	Nariindu - Approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs	48 000 €	36 mois
RONGEAD	Côte d'Ivoire	CHIGATA	Promotion d'une agriculture familiale périurbaine intégrée à Korhogo (PAFPIK)	50 000 €	36 mois
SIAD	Burkina Faso	ADECO	Projet de promotion de l'Alimentation des Villes par l'Agriculture Familiale (PAVAF)	50 000 €	36 mois
SOS Faim Belgique	Sénégal	FAPAL	Mise en place d'un système de certification des produits agricole, d'entreposage et de warrantage (CPA/WRS) dans la région de Louga	50 000 €	36 mois
URGENCI	Mali	AVDR	Soutenir l'agriculture familiale au Mali par la formation des producteurs et l'information des consommateurs	48 000 €	36 mois
VECO	Sénégal	URPROFOS	Projet d'appui au développement de la filière fonio et des ses acteurs grâce à la vision des chaînes de valeurs, dans la région de Sédhiou	30 000 €	18 mois
VECO	Burkina Faso	UPPA	Amélioration des revenus et de l'influence des producteurs dans une chaîne agricole durable de niébé dans les régions du Centre-Est et de l'Est du Burkina	50 000 €	36 mois
Financement Fondation Ensemble					
Autre Terre	Burkina Faso	APIL	Appui au développement de chaînes de production agroécologiques selon les principes de l'économie sociale et solidaire	48 596 €	36 mois

ALIMENTERRE – conventions 2011

PORTEUR	Montant conventionné
Anis Etoilé	2 800 €
Cap Solidarités	2 800 €
CICODES	800 €
Collectif de la Semaine Solidarité Internationale de l'Ain	500 €
CREDI-ONG	500 €
CRISLA	500 €
GRET	1 500 €
Horizons solidaires	1 500 €
KuriOz	1 500 €
La Maison des Droits de l'Homme	800 €
Lafi Bala	2 000 €
Le Grain Drôme Ardèche	200 €
les Colporteurs	500 €
Lor-Sud	800 €
PECOS	800 €
Peuples Solidaires Bagnols	800 €
RADSI	2 000 €
RECIDEV	2 800 €
RÉSIA	800 €
Starting Block	1 000 €

Appel à projet Economie sociale et solidaire – conventions 2011

Porteur	Pays	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée du projet
Batik International	Maroc	Entreprenariat social en Méditerranée – Solidarité et Bien-être	10 000 €	12 mois
AGIR abcd Côte d'Or	Burkina Faso	Projet d'installation de deux moulins à grains	10 000 €	15 mois
AGRISUD	Maroc	Projet "Touiza" pour l'amélioration des services rendus aux producteurs	9 996 €	12 mois
GRET	Cambodge	Appui à l'institutionnalisation de SKY micro-assureur santé	1 700 €	8 mois

Appel à projet Société civile et participation– conventions 2011

Porteur	Pays	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée du projet
AFDI BFC	Madagascar	La Maison des Paysans, partenaire privilégié des paysans et des pouvoirs publics dans l'offre de services agricoles.	23 998 €	9 mois
Batik International	Vietnam	Mise en place d'un réseau d'organisation de la société civile pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises au Vietnam	41 260 €	20 mois
ESSOR	Brésil	Accès aux Politiques Publiques de Formation et insertion professionnelle dans la Paraíba au Brésil : « Partager des initiatives et construire des partenariats durables ».	108 000 €	30 Mois
GERES	Mali	Démystifier les agro carburants à base de Jatropha au Mali - construire une campagne objective d'information et de sensibilisation sur les intérêts, risques, limites et opportunités d'une telle culture.	23 976	10 Mois
GRDR	Guinée-Bissau	Appui au développement des capacités des OSC en région de Cacheu en Guinée-Bissau.	23 995	10 Mois
GRET	République du Congo	Renforcement des capacités du CCOD en matière d'animation des processus de concertation entre acteurs locaux dans le Pool sur les problématiques agraires.	23 773	10 Mois
GRET	Madagascar	Appui à la concertation artisans - pouvoirs publics à Madagascar.	108 000 €	30 Mois
GRET	Sénégal	Renforcement des capacités du ROPPA en matière d'analyse des politiques agricoles et commerciales	47 981 €	9 mois
SYFIA	République du Congo	Des OSC congolaises communiquent mieux et sont plus influentes.	24 000 €	6 mois
UNMFREO	Cameroun République centrafricaine Tchad	Concertation multi-acteurs pour l'ancrage des stratégies nationales de formation agricole et rurale en Afrique centrale	41 200 €	18 mois

Appel à projet PCPA Algérie – conventions 2011

Porteur	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée
AAJ THAMER	Encadrement des enfants pour une éducation à la citoyenneté.	5 099 €	6 mois
Aaj Ait Laaziz	Le jeune artiste d'Ait Laaziz	15 866 €	13 mois
AAJ CHORFA	Un espace de jeu sécurisé pour un enfant sensibilisé sous l'œil d'un parent responsabilisé	5 077 €	6 mois
AAJ Idles	Une biblio-médiathèque au service des enfants et des jeunes	29 027 €	12 mois
AAJMJB	Le club audiovisuel et son rôle dans les milieux jeunes	4 739 €	6 mois
AAJTCR	Appui à l'épanouissement des enfants et des jeunes de la Crête Rouge par les activités culturelles et l'apprentissage des langues	14 280 €	12 mois
AAMJM	Caravane d'information sur les mécanismes de soutien à l'emploi des jeunes	5 100 €	6 mois
AAMJO	Jardin culturel itinérant pour les enfants	5 086 €	6 mois
AAS	La bibliothèque mobile	4 804 €	6 mois
AASCR	Cycles de formation sur l'emploi au profit des jeunes sans emploi (montage et gestion de projets)	4 919 €	6 mois
ACBH	Ecole du patrimoine te de la citoyenneté	34 996 €	15 mois
ACINA	L'initiation à l'informatique	4 690 €	6 mois
ADEM	Appui et amélioration de la prise en charge des enfants et jeunes myopathes sur les problèmes respiratoires	33 412 €	12 mois
AEC AKBOU	"ECO-SOUMMAM" un lieu de formation, un carrefour d'expression, un "laboratoire d'idées et de recherches"	33 656 €	15 mois
AEPE	Développement de l'éducation écologique dans les établissements scolaires	5 043 €	6 mois
AMJOA	Participation à la scolarisation des enfants de 5 et 6 ans de la nouvelle cité de la commune de Oued el Alanda	4 783 €	6 mois
APCS	Réduction de la transmission de l'infection VIH/SIDA chez l'enfant et sa maman à Oran et à Tiaret	45 341 €	12 mois

Porteur	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée
ARPEIJ	Une main seule n'applaudit pas	38 746 €	15 mois
Cinéma et Mémoire	Atelier de création documentaire	42 430 €	12 mois
CSAHM	Création d'une école de sport de montagne et centre de diffusion de l'éco-citoyenneté de Mimouna	46 339 €	12 mois
EL GHAI TH	Promouvoir l'esprit de la citoyenneté à travers les loisirs	49 164 €	15 mois
FAPH	Développement de dispositifs et d'actions de plaidoyer pour l'accès au droit à la scolarisation aux enfants en situation de handicap.	46 080 €	15 mois
IMC NOUR	Prise en charge des Infirmes Moteurs Cérébraux du quartier populaire de Victor Hugo	23 906 €	15 mois
Kenza	Promotion de la femme rurale par la réhabilitation de l'artisanat	5 100 €	6 mois
Nada	Droits de l'enfant et citoyenneté facteurs d'intégration	49 490 €	15 mois
SDH	Jeunes, Action, Responsabilité, Espoir pour la Protection, la Valorisation et la Promotion du Patrimoine - JARE II	49 500 €	15 mois
SMA	Amélioration de l'accès aux activités d'éducation et de loisirs pour les enfants des régions défavorisées de Bouira	5 100 €	6 mois
Groupe de jeune appuyé par Tej	Espace de prise en charge psychopédagogique des enfants atteints de diabète de 8 à 14 ans	4 820 €	6 mois
Tej	La vue sauvée, c'est la vie saine, campagne de lutte contre l'amblyopie des enfants de 6 à 8 ans	31 596 €	13 mois

Appel à projet PCPA Congo – conventions 2011

Porteur	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée
ACDIP	Appui et suivi éducatif en milieu autochtone	13 896 €	11 mois
ACSPC	Amélioration de la participation communautaire dans la lutte contre le paludisme dans els quartiers 303 et 308 de l'arrondissement III, Tié-Tié et 109 et 110 de l'arrondissement I, Lumumba à Pointe-Noire	18 899 €	12 mois

Porteur	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée
ADDCC	Eveil de la conscience citoyenne des femmes commerçantes de Pointe-Noire sur leurs droits	9 860 €	9 mois
AED	Insertion des jeunes par l'apprentissage des métiers (PIJAM)	13 398 €	12 mois
AEP	Education au vivre ensemble, à la paix, et au civisme.	19 033 €	14 mois
AFPC	Réinsertion socioprofessionnelle des femmes séropositives par la formation en coupe et couture	17 584 €	12 mois
AJID	Appui à l'insertion des jeunes de Té-Tié dans la vie professionnelle	13 985 €	12 mois
ANEP	Projet d'appui à l'éducation alternative et d'apprentissage des métiers des jeunes déscolarisés et non scolarisés de Mvou-Mvou	14 248 €	16 mois
APIP	Prévenir le harcèlement sexuel en milieu scolaire par l'usage des technologies de l'informatiion.	17 045 €	8 mois
AZUR DEVELOPPEMENT	Promotion des droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans les départements de Brazzaville, du Niari et des Plateaux	15 134 €	10 mois
CABS	Projet de sensibilisation sur les mutuelles de santé auprès des mutuelles d'entraide sociale dans l'Arrondissement n°1 Emery Patrice Lumumba, Pointe Noire	14 232 €	15 mois
CCDDD	Formation des éleveurs de Djambala et ses environs sur les techniques d'élevage semi-moderne	16 099 €	15 mois
CCOD	Dialogue entre acteurs sur la question de l'accès à la terre des producteurs agricoles de Brazzaville et de Pointe-Noire	11 455 €	6 mois
CIAD	Campagne d'assainissement du quartier 35 de Poto-Poto	17 390 €	6 mois
CJID	Création d'un espace d'éducation professionnelle	17 750 €	12 mois
CJJ	Campagne d'information et de visibilité de la loi portant promotion et protection des populations autochtones	13 646 €	7 mois
CNOP	Formation des leaders de la CNOP-Congo et des chefs des secteurs agricoles (ministère de l'agriculture et de l'élevage) sur le thème : organisation, fonctionnement et animation d'un collectif d'organisations paysannes	15 848 €	9 mois
COK	Diffusion et vulgarisation du cadre juridique de la propriété foncière	12 695 €	6 mois

Porteur	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée
CREDO	Projet d'appui à la sensibilisation des communautés sur la promotion des consultations prénatales et préscolaires et la récupération nutritionnelle au centre de santé intégré de Petit Zanaga de la commune de Dolisie	14 125 €	13 mois
ENCREC	Professionnalisation des métiers de l'animation, de l'encadrement des enfants et des jeunes et promotion de l'éducation populaire en République du Congo (PRAJEP).	18 322 €	15 mois
Fondation NIOSI	Renforcement des capacités des femmes commerçantes vulnérables du secteur informel de Brazzaville, en techniques de gestion, de regroupement et de dialogue avec les pouvoirs publics locaux.	12 201 €	12 mois
HSFC	Plaidoyer sur le droit à l'obtention de la Carte Nationale d'identité pour les personnes handicapées	8 198 €	6 mois
OCDH	Renforcement des capacités de participation des jeunes à la citoyenneté, à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques	18 024 €	8 mois
OCM	Renforcement des capacités des journalistes en écriture de presse	13 092 €	12 mois
ODDHC	Contribution à la protection des défenseurs des droits de l'homme contre les risques et dangers liés à leur travail en République du Congo	14 261 €	12 mois
ONVD	Formation et reconversion de 50 jeunes ruraux du district de Lékana au maraîchage	16 541 €	7 mois
REIPER	Projet d'appui à la coopération entre les acteurs étatiques et non-étatiques travaillant pour les enfants en situation de rue au Congo	16 657 €	12 mois
SAM	Appui à l'élaboration du plan de développement local du département de la Sangha	19 056 €	10 mois

9.2 Résultats des projets suivis en 2011

Agriculture et alimentation : résultats des projets suivis en 2011

CIEPAC		BENIN // AEA	
Les jeunes agriculteurs s'installent			
Pérennisation d'une structure de formation et d'appui à l'installation			
En partenariat avec : Ferme Ecole Sain			
Durée : 12 mois à partir de juillet 2010		Financement : 14 975 € (CFSI)	
Résultats 2011			
<u>Formation</u> : 9 élèves formés à la ferme-école se sont installés en tant qu'agriculteurs. 3 autres sont restés pour quelques mois supplémentaires. Une nouvelle promotion est en cours de recrutement.			
<u>Autonomisation</u> : le projet a donné à SAIN une année supplémentaire pour se consolider et avancer sur la voie de l'autonomie. Il a alimenté le fonds de crédit qui ne peut pas encore fonctionner sur une base rotative mais s'en approche progressivement. Pour les jeunes qui ont bénéficié d'un crédit, il constitue une chance puisqu'il n'existe pas actuellement de dispositif de financement de l'activité agricole au Bénin.			
<u>Développement durable</u> : Les jeunes qui sortent de la ferme-école SAIN pratiquent une agriculture qui se veut durable et rentable, sur la base des enseignements reçus. Ils sont des moteurs de développement dans la zone où ils s'installent.			

ELEVAGES SANS FRONTIERES		BENIN // AEA	
Le crédit en nature			
Pérennisation d'une structure de formation et d'appui à l'installation			
En partenariat avec : Appui à la cuniculture au Bénin			
Durée : 12 mois à partir de juillet 2010		Financement : 15 000 € (CFSI)	
Résultats 2011			
<u>Équipement et formation</u> : Les 46 personnes qui ont bénéficié directement du projet (12 femmes et 34 hommes âgés de 25 à 40 ans) sont toutes équipées. Une partie d'entre elles maîtrise les techniques proposées.			
<u>Autonomisation</u> : 38 familles sont partiellement autonomes (maîtrise de leur élevage et remboursement de leur dette au titre du microcrédit en animaux). Il ne leur reste qu'à rembourser le prêt en alimentation de démarrage.			
<u>Accès au marché</u> : 2 groupements ont vendu 913 lapins, les 2 autres n'ont pas encore commencé à vendre. Chaque famille consomme en moyenne 2 lapins par mois.			
<u>Démultiplication</u> : Dans 2 groupements, le remboursement de 120 lapins a permis l'installation de 10 nouvelles familles ainsi que le démarrage d'un projet pour 57 familles réparties sur 2 installations collectives. Les premières rencontres entre « projets lapins » sont prévues en 2012.			

Femmes et production locale de miel

Développement durable en apiculture au Burkina Faso

En partenariat avec : APM/S (Association des Producteurs de Miel du Sanmatenga)

Durée : 12 mois à partir de novembre 2010 **Financement :** 10 436 € (CFSI)

Résultats 2011

Formation : 40 femmes de 4 groupements villageois sont devenues des apicultrices confirmées. Elles disposent du matériel nécessaire fabriqué par 18 artisans pour mener à bien leur activité et atteindre les objectifs fixés pour les années à venir.

Production : les 660 kg prévus seront largement atteints et permettront, dans le cadre des investissements, d'implanter 5 ruches supplémentaires en 2012. Les revenus de la vente du miel devraient par ailleurs permettre de scolariser environ 80 enfants à la prochaine rentrée scolaire.

Environnement : 1 200 arbres ont été plantés lors d'opérations de reboisement.

Femmes et transformation du karité

Beurre de karité

En partenariat avec : ABPJF (Association Burkinabè pour la Promotion de la Jeune Fille), Association Féminine pour le Développement / BUAYABA, Association RAGUSSI, RTS (RIM TERB SOM)

Durée : 12 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 15 000 €
(Fondation de France)

Résultats 2011

Production : les femmes qui récoltent et transforment le karité réduisent la pénibilité de leur travail et produisent du beurre de karité et des produits dérivés en plus grande quantité, et de meilleure qualité.

Commercialisation : les femmes maîtrisent mieux leur activité au plan économique dans le cadre du groupement. Les groupements améliorent la présentation et la qualité de leurs produits transformés. Les groupements de femmes améliorent leurs performances commerciales et vendent mieux leurs produits sur le marché local, et à l'exportation.

Concertation : les Unions de groupements, les groupements et les femmes coordonnent mieux leurs actions entre elles et avec l'Etat et les autres acteurs de la filière.

Genre : Les groupements intègrent une dimension de genre.

Nombre de personnes concernées : directement : 500 familles, indirectement : 3 500 familles.

Nourrir les villes

Renforcement des organisations paysannes de Porto Novo

En partenariat avec : ABPJF (Association Burkinabè pour la Promotion de la Jeune Fille), Association Féminine pour le Développement / BUAYABA, Association RAGUSSI, RTS (RIM TERB SOM)

Durée : 12 mois à partir de mai 2010

Financement : 15 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Formation et appropriation : 30 leaders techniques sont réellement actifs, avec une disparité de dynamisme selon les zones. Ils ont participé à 35 expérimentations en agriculture, élevage, transformation agroalimentaire et de plantes sauvages. 6 nouveaux procédés de transformation agroalimentaire et valorisation de plantes ont été testés. Ils sont pratiqués de façon encore limitée par les groupes de producteurs. Les leaders techniques sont devenus des personnes de référence dans au moins 6 communautés.

Gouvernance : Les représentants de 12 à 14 communautés participant à AGRAFE se sont réunis 10 fois dans l'année. 8 groupes de producteurs de 8 communautés se réunissent régulièrement, de façon autonome, en moyenne 1 fois / mois, depuis mai 2010, pour analyser leurs problèmes et chercher des alternatives. L'Association AGRAFE est légalisée, en attente de la publication des statuts au Journal officiel. 6 projets ont été élaborés par des organisations paysannes. 1 projet est financé et mis en œuvre par la Coopérative RPN.

Innovations : 30 expériences de techniques et pratiques innovantes ont été systématisées. Certaines expériences, telles les réserves fourragères doivent être accompagnées encore 2 à 3 ans, l'impact étant mesurable à moyen terme. 11 fiches de présentation de plantes adaptées à la sécheresse présentant un potentiel de valorisation économique, de recettes de bio pesticides et de transformation agroalimentaire ont été élaborées et diffusées. Le contenu technique et un fonds d'images relatif aux 15 thèmes liés à l'agriculture et à l'élevage, incluant des alternatives testées par les producteurs, ont été élaborés, en vue de la préparation de manuels pédagogiques. Enfin, 11 émissions radio sur le développement local ont été produites et diffusées.

Genre : 175 paysans (dont 66 femmes) ont été directement concernés par le projet.

Nourrir les villes

Transformer les produits agricoles de São Nicolau pour approvisionner les villes du Cap-Vert

En partenariat avec : ORAC SN (Organisation des Associations Communautaires de São Nicolau)

Durée : 36 mois à partir de juillet 2011

Financement : 50 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Diversification : Les familles rurales diversifient leurs activités et leurs revenus à travers la transformation et la commercialisation de produits agroalimentaires. Les micro-entreprises de transformation agroalimentaire sont bien gérées et économiquement viables.

Accès au marché urbain : Les produits agricoles de São Nicolau, bruts et transformés, sont commercialisés dans les villes de l'île et des îles voisines.

Nombre de personnes concernées : directement : 100 familles. Indirectement : 13 000 familles.

Filières locales de riz et d'huile de palme

Amélioration des capacités des organisations des filières riz et huile de palme

En partenariat avec : MGE (Maison guinéenne de l'entrepreneur)

Durée : 23 mois à partir de janvier 2010 **Financement :** 30 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Production : 53 groupements ont adopté les innovations proposées par le projet pour la filière riz et huile de palme. 157 ha ont été réhabilités. Des surfaces hors périmètres bénéficient également de ces réhabilitations en ayant accès à l'eau.

Stockage : 2 magasins de stockage sont en cours de construction. Les 4 magasins de stockage construits et la formation par les CNOP-G à la conservation des semences et des denrées alimentaires ont amélioré les conditions de stockage du riz paddy.

Accès au marché : Des échanges ont eu lieu avec la Société aurifère guinéenne de Siguiri pour approvisionner les employés et avec les 1 015 travailleurs de la préfecture.

Structuration : La création d'Unions pour faciliter la structuration de l'interprofession riz est en cours.

Genre : Au total, 237 groupements sur l'ensemble des deux filières ont bénéficié d'appuis du projet, soit 4 879 acteurs professionnels dont plus de 68 % de femmes.

Structuration : La création d'Unions pour faciliter la structuration de l'interprofession riz est en cours.

Genre : Au total, 237 groupements sur l'ensemble des deux filières ont bénéficié d'appuis du projet, soit 4 879 acteurs professionnels dont plus de 68 % de femmes.

Nombre de personnes concernées : directement : plus de 20 000 personnes.

Des produits maraîchers et vivriers pour la consommation locale

Projet d'appui aux initiatives paysannes en région de Cacheu, Guinée Bissau

En partenariat avec : CONGAI / SRC – Unor Aling (Confédération des organisations non gouvernementales et associations intervenant au Sud du fleuve Cacheu)

Durée : 12 mois à partir d'avril 2010 **Financement :** 15 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Formation : les pratiques du maraîchage sont mieux connues à travers l'appui des paysans relais et l'accompagnement du GRDR dans 12 villages, soit plus de 30 groupements.

Services : le dispositif régional d'animation et de service de proximité a été mis en place. Il fonctionne grâce à 7 paysans relais répartis dans la zone d'intervention du projet. Les sites abritant les boutiques conseils ont été choisis et les locaux réhabilités. Les semences ont été fournies via les boutiques conseils.

Production : 3 projets maraîchers ont été soutenus financièrement (4 352 000 FCFA) permettant d'alléger des charges et de garantir une production de qualité.

Accès au marché : une étude sur la nutrition a permis de comprendre les difficultés des ménages. Un document a été produit et une version en portugais est disponible.

Echanges paysans : un voyage d'étude et d'échanges à Ziguinchor a renforcé les capacités

des participants. Il a servi à mieux relier les paysans de Ziguinchor et Cacheu et à leur faire partager leurs pratiques. Un film de capitalisation a été produit.

Démultiplication : les activités du projet sont relayées régulièrement au niveau des radios locales, au moins une fois par mois à la suite de la réunion au siège avec les paysans relais.

AFDI LOIRET

MALI // AEA

Des paysans relais pour former des maraîchers

Développer la production des groupements maraîchers par la mise en place de paysans relais

En partenariat avec : AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes) MOPTI

Durée : 36 mois à partir de juin 2011

Financement : 40 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Formation : un groupe de paysans est formé à la production de semences d'oignon.

Démultiplication : un réseau de 10 paysans relais est formé aux techniques de maraîchage et à l'animation de groupe. Il diffuse sa compétence à son organisation paysanne (OP) de base.

Diffusion : Les responsables de l'AOPP de Mopti valorisent et diffusent largement les résultats de l'appui technique et améliorent la notoriété de l'OP.

RHK (Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes)

MALI // AEA

Promouvoir l'agriculture biologique

Renforcement des initiatives de valorisation et de commercialisation des produits et intrants biologiques dans la Région de Kayes

En partenariat avec : GRDR

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2011

Financement : 50 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Production : renforcer les capacités de production, de conservation et de transformation d'oignons et échalotes d'au moins 20 producteurs d'ici 2013.

Commercialisation : assurer la mise en relation contractuelle entre au moins 25 producteurs agricoles (maraîchers, fruitiers, producteurs de lait et d'œufs) et 25 consommateurs ou familles de consommateurs directs autour des produits respectant les normes de qualités d'agro écologie tropicale.

Développement durable : valoriser et capitaliser les initiatives innovantes de pratiques d'agro écologie tropicale et de sauvegarde des semences horticoles en voie de disparition.

Nombre de personnes concernées : directement : 72 organisations (environ 330 membres par organisations) ; indirectement : 80 000 familles

Valoriser la production locale

Projet de valorisation des initiatives locales de production et de transformation de patates douces dans le Gorgol (PROVILPAG)

En partenariat avec : AMAD (Association Mauritanienne pour l'Auto Développement)

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2011

Financement : 50 000 €

(Fondation de France)

Résultats attendus

Concertation : un cadre de concertation des acteurs de la filière patate douce est établi.

Production : les modes de culture sont améliorés et diffusés auprès d'un grand nombre d'exploitants locaux et régionaux.

Développement durable : Les sous-produits de la culture de patate douce sont mieux valorisés et les pratiques alternatives de gestion des flux agriculture-élevage sont vulgarisées dans une optique d'amélioration durable de la fertilité des sols.

Diversification : les producteurs de patate douce diversifient et sécurisent leurs débouchés.

Commercialisation : la consommation de patate douce et de produits dérivés augmente dans les zones de production et les principaux marchés urbains de la zone.

Nombre de personnes concernées : directement : 200 familles.

Des jeunes formés au développement durable

Création d'un centre d'appui au développement durable au sein d'une Ecole Familiale Rurale au Mozambique

En partenariat avec : Omaliha Oshikini et APEPFRUM

Durée : 12 mois à partir de juillet 2010

Financement : 15 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Formation : L'École Familiale Rurale a ouvert ses portes le 21 avril 2010. Elle accueille 47 élèves (29 garçons et 18 filles) pour sa seconde année de fonctionnement. L'enseignement se réalise en alternance : les élèves passent 15 jours à l'EFR, en internat, et 15 jours dans les parcelles familiales. Pour la campagne 2010-2011, L'école a mis en place 5 hectare de culture de plein champ et 1 hectare de maraîchage dans les bas fonds. Ces cultures sont destinées à la pratique des élèves, mais aussi au fonctionnement de l'école (alimentation, revente). Les élèves ont également lancé une pépinière d'essence forestière et fruitière. Par ailleurs, ESSOR a opté pour la mise en place d'un espace « pratique » de production animale : caprins, bovins et poules pondeuses.

Développement durable : réalisation d'un forage et de 2 citernes de récupération d'eau de pluies ; construction d'un four économe, montage d'un générateur solaire et formation des membres de l'association de l'école à son entretien ; formation des élèves aux techniques agro écologiques.

Réseau : le renforcement des échanges entre le réseau de promotrices et l'EFR, ainsi qu'avec les acteurs locaux du développement agricole est en marche. Les promotrices utilisent désormais l'EFR comme point de référence pour l'appui technique sanitaire.

Gouvernance : la gestion de l'EFR est totalement transparente. Elle réunit tous les acteurs

impliqués pour des réunions d'information et les prises de décisions. Le directeur et l'administrateur ont suivi une formation à la gestion. Les membres de l'association participent aux décisions importantes comme le prix des mensualités, le choix du personnel local. Chaque mois, une réunion rassemble le personnel de direction, la coordination d'ESSOR, et les représentants de l'association.

Démultiplication : L'EFR est progressivement considéré comme la référence du district en matière de diffusion de nouvelles techniques agricoles, et comme un lieu de rencontres et d'information. Elle est devenue la vitrine de la collaboration des acteurs sur le district de Nacala-a-Velha.

Nombre de personnes concernées : directement : 47 élèves (29 garçons et 18 filles) ; 44 promotrices. Indirectement : 330 personnes au sein des groupes où les promotrices diffusent et transmettent les informations.

Des femmes contre l'exode rural

Valorisation du métier des femmes éleveurs pour lutter contre l'exode rural et la pauvreté

En partenariat avec : DIRFEL Kaolack (Directoire Régional des Femmes en Elevage de Kaolack)

Durée : 24 mois à partir d'avril 2010

Financement : 30 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Services : Le DIRFEL a offert de nouveaux services à ses membres : accès à l'alimentation avec l'appui du PROLAIT, mise en place d'une ligne de crédit avec le PROMER pour soutenir les initiatives des femmes à la base, accès à des bio-digesteurs pour améliorer l'accès à l'énergie, formation à la gestion, à la gestion de l'alimentation et du fourrage.

Accès au marché : L'unité de transformation laitière a passé une étape importante en obtenant l'autorisation administrative de lancer la fabrication d'emballages. Le DIRFEL peut ainsi valoriser les produits réalisés à partir du lait local tout en garantissant la qualité aux consommateurs.

Le DIRFEL a participé au niveau national aux forums, foires et ateliers de réflexion sur la promotion du lait local et commercialise des produits locaux de qualité.

Gouvernance : Le DIRFEL a réuni ses instances et poursuivi son effort de représentation des femmes au sein des différentes communautés rurales, du département et de la région. Les communautés ont poursuivi leur effort de restructuration et ont défini des projets qu'elles ont transmis au niveau du DIRFEL.

Réseau : Le DIRFEL a travaillé en lien avec différents partenaires : CNCR-ASPRODEB, PROMER et le programme PROLAIT mené par le Gret en partenariat avec ENDA GRAF.

Des micro-entreprises rurales pour nourrir les villes

Émergence des micro-entreprises rurales pour nourrir les villes (EMER-Villes)

En partenariat avec : AGB (Association Goundeyni de Bakel)

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2011

Financement : 49 546 € (CFSI)

Résultats attendus

Diversification : les processus techniques de valorisation et de transformation des ressources agricoles et agro forestières sont mieux maîtrisés par les 4 micro-entreprises appuyées. Leur expertise commerciale s'est considérablement renforcée.

Mutualisation : la méthodologie et les résultats du projet sont capitalisés et mutualisés à travers les réseaux et rassemblement d'acteurs axés sur la souveraineté alimentaire.

Nombre de personnes concernées : directement : 185 familles. Indirectement : 14 900 familles.

Du riz et des hommes

Intensification de la production rizicole dans le Blouf : consolidation des dynamiques communautaires

En partenariat avec : CRRC (Cadre Régional de Concertation des Ruraux) de Ziguinchor

Durée : 24 mois à partir de juin 2010

Financement : 30 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Formation : les comités de gestion de Thionk Essyl et de Mangagoulack, ainsi que les multiplicateurs de semences des 2 magasins ont amélioré leur connaissance en techniques de fabrication des produits biologiques et de production de semences. 14 comités sont accompagnés pour se spécialiser dans cette démarche. Au minimum 100 producteurs multiplicateurs expérimentent ce qu'ils ont appris.

Autonomisation : Un comité de production renforcé par les conseillers agricoles du GRDR / CRRC a été mis en place. Il comprend le gestionnaire des magasins et le président de chacun des comités vallées concernés. Il a assuré l'encadrement et le suivi des producteurs.

Production : les techniques et « bonnes pratiques » de multiplication de semences sont respectées par les producteurs multiplicateurs. Les produits biologiques de protection des cultures sont utilisés dans 14 villages. Les semences ont été traitées biologiquement et conservées au niveau des magasins. Les rizicultrices des 14 villages pilotes connaissent l'existence des variétés adaptées et les modalités pour les acquérir au niveau du magasin. Une soixantaine de personnes du Blouf se sont rendues sur une parcelle de production et ont pu échanger sur la production de semences.

31 hectares ont été exploités dans la zone, pour une production annuelle de 121 tonnes de riz (dont 12 tonnes de NERICA sur 7,15 ha).

Filières céréalières

Sécuriser les filières céréalières dans le Sud du bassin arachidier

En partenariat avec : ENDA GRAF SAHEL

Durée : 12 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 15 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Autosuffisance alimentaire : 300 ménages augmentent leur production vivrière et leur stock d'autosuffisance alimentaire

Revenu : le revenu des exploitations familiales issu de la part marchande des stocks céréalières progresse de 20 %.

Commercialisation : la relation commerciale directe entre unités de transformation et organisations de producteurs est mise en place.

Nombre de personnes concernées : directement : 300 familles. Indirectement : 4 000 familles.

Du lait local

PROLAIT – projet d'appui à la transformation et à la valorisation du lait local du Sénégal

En partenariat avec : ENDA GRAF SAHEL

Durée : 12 mois à partir d'avril 2010 **Financement :** 15 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Production : l'approvisionnement en lait local des unités de transformation est amélioré en qualité et quantité. (accroissement de 30 % du volume de lait transformé). La qualité des produits laitiers transformés est améliorée. De nouveaux produits (fromages, yaourts) sont fabriqués.

Commercialisation : les unités de transformation sont mieux gérées. La commercialisation des produits est améliorée. Les consommateurs identifient et apprécient les produits laitiers locaux.

Structuration : la Fenafils est renforcée (représentativité, fonctionnement, services aux membres) et en mesure de formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte de la filière locale dans les politiques publiques.

Des filières locales de commercialisation

Développement des filières locales de commercialisation par trois organisations paysannes du Togo

En partenariat avec : UAR-P (Union des agriculteurs de la région des Plateaux), UGKO (Union des Groupements de Korbongou), UPOPS (Union Préfectorale des Organisations Paysannes de Sotouboua)

Durée : 36 mois à partir de juin 2010

Financement : 49 891 € (CFSI)

Résultats attendus

Formation : l'équipe technique de l'UAR-P s'organise pour renforcer la capacité des producteurs à mieux produire : 355 personnes dont 124 femmes ont été formées aux techniques de production durant ce semestre.

Les capacités de 12 paysans relais membres de l'UGKO ont été renforcées sur l'agroforesterie et sur le conseil d'exploitation familiale. 83 agriculteurs membres ont participé à une action de sensibilisation à la gestion des récoltes et à un bilan de la commercialisation des produits agricoles. 35 agriculteurs membres adhérents au CEF ont appris à réaliser un bilan et un compte d'exploitation.

L'UPOPS a su réagir efficacement face à un problème de ressources humaines, et mettre en place les dispositions pour améliorer le suivi avec le soutien de ses membres et de ses partenaires. 6 parcelles de démonstration ont été installées. 21 paysans relais et 60 paysans pilotes ont été suivis et accompagnés. Une visite d'échanges Sud/Sud de 3 jours a été organisée.

Accès au crédit : les producteurs de l'UAR-P nouent des relations avec les IMF (warrantage) : 10 producteurs de niébé et fonio ont bénéficié d'un crédit d'un montant total de 410 000 FCFA (soit 625 euros).

Accès au marché : les OP de l'UAR-P s'organisent pour négocier le marché avec les grossistes : 200 tonnes de soja ont été négociées et vendues à Agrinova. Des groupements de femmes sont appuyés pour améliorer la commercialisation des produits transformés à partir du gingembre et du soja. L'UPOPS a mis en place un comité de recherche de marchés.

Gestion : une rencontre des 39 membres de comité de magasins de l'UGKO a renforcé leur capacité dans la gestion des magasins.

Gouvernance : les trois organisations améliorent leur gouvernance interne par la tenue régulière des réunions du conseil d'administration et d'assemblée générale.

Economie sociale et solidaire : résultats des projets suivis

GRET

BIRMANIE // ESS

Le crédit pour tous

Développement des caisses villageoises de microcrédit

En partenariat avec : Chin Microfinance Institution

Durée : 12 mois à partir de juillet 2010 **Financement** : 10 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Diversification : création de 10 nouvelles caisses villageoises sur le canton de Thantlang avec un total de 587 nouveaux membres

Gouvernance : Les comités locaux ont été formés et ont fait l'objet de suivis mensuels permettant une gestion saine et transparente des activités de microcrédit. Plusieurs groupes d'échanges de pratiques ont contribué à améliorer le fonctionnement des caisses. Les visites de programmes de développement économique de la région, des ateliers avec d'autres acteurs du développement du pays et les formations des équipes de Chi MFI ont également contribué au renforcement des capacités organisationnelles des caisses et de l'IMF

ESSOR

BRESIL // ESS

Insertion sociale et économique

Formation professionnelle et économie sociale et solidaire dans la Paraiba

En partenariat avec : Association du Diocèse de Patos (ASDP), Centro de Educação Integral Margarida Pereira da Silva (CEMAR), ASDICA

Durée : 12 mois à partir de septembre 2010 **Financement** : 10 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Formation : 519 personnes ont augmenté, via une formation professionnelle, leurs chances d'insertion sociale et économique. 39 formations sociales et professionnelles ont été menées. A partir de janvier 2011, 176 jeunes et adultes ont été formés en auto-emploi via 8 sessions de 5 modules dont 1 en économie sociale et solidaire.

Transparence : le projet a développé une stratégie de transparence, diffusion, circulation de l'information et articulation entre acteurs.

Politiques publiques : le projet s'inscrit dans le cadre de la socialisation des politiques publiques. Il le sera encore plus dans les mois à venir dès que les Commissions Municipales de Travail et de Revenus seront opérationnelles.

Réseau : les OSC contribuent à la consolidation des réseaux au niveau régional notamment via les rencontres du programme multi-pays Ligaçao.

Groupements coopératifs féminins

Installation de 2 moulins à grains

En partenariat avec : association Ika Kélé

Durée : 15 mois à partir de janvier 2011 **Financement** : 1 700 € (CFSI)

Résultats 2011

Coopération : deux moulins sont gérés par des groupements féminins.

Qualité de vie : 303 femmes voient leurs conditions de vie améliorées.

Solidarité : la solidarité de proximité et les liens entre deux villages sont renforcés.

L'assurance santé pour tous

Appui à la pérennisation de SKY micro-assureur de santé

En partenariat avec : SKY health microassurance scheme

Durée : 8 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 10 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Pérennisation : L'ONG SKY est créée selon le droit local. Elle peut répondre aux appels d'offre mis en place au cours du premier semestre 2012 par le ministère de la santé pour gérer des services de micro-assurance santé. Des produits d'assurance sont définis et un plan d'affaire est élaboré pour s'assurer de la viabilité économique.

Services pour tous : une note de synthèse décrit, à travers l'expérience de SKY, le ou les dispositifs institutionnels possibles permettant de concilier mandat social et pérennité financière.

Concertation : les résultats de la réflexion sur les conditions de la pérennité des opérateurs de micro-assurance santé à but non lucratif sont partagés au sein du réseau des opérateurs de micro-assurances santé à but non lucratif, avec le ministère de la Santé et le ministère de l'Economie et des finances.

Accès aux marchés locaux

Améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de la population de la micro région « Ahuachapán-Sud »

En partenariat avec : ADESCO et AGROCESA

Durée : 12 mois à partir d'avril 2010

Financement : 10 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Renforcement : renforcement des associations qui gèrent et développent des projets communautaires. Les micro-entreprises possèdent leurs registres et établissent les prix de ventes en prenant en compte leurs coûts de production.

Formation : les assistants communautaires en nutrition sont formés.

Production : les productions des familles ont été diversifiées (volailles, moutons, lapins, caprins, légumes, etc.). La production et l'utilisation de produits organiques ont augmenté.

Accès au marché : les producteurs d'AGROCESA ont un centre d'emballage et d'emballage ainsi qu'un abattoir. Le niveau des ventes a été amélioré et une marque déposée.

Qualité de vie : les recettes financières des familles sont améliorées et l'alimentation est diversifiée.

Genre : les femmes disposent de terres cultivables et assument des responsabilités dans la gestion communautaire.

L'appui aux coopératives féminines

Projet d'accompagnement de l'entreprenariat féminin en région de Kayes (Mali)

En partenariat avec : Association des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK), Comité de Pilotage des Communes du Djombougou (CPCD) et les groupements féminins

Durée : 24 mois à partir de novembre 2010

Financement : 20 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Formation : des animateurs de développement sont formés à l'accompagnement d'initiatives économiques.

Coopératives : des coopératives féminines sont accompagnées à l'identification et au montage de projets.

Développement économique : un comité de sélection est mis en place dans chaque intercommunalité. De 15 à 25 microprojets bénéficient d'un soutien technique et financier.

Transformation d'olives pour le développement local

Projet « Touiza »

En partenariat avec : Coopérative agricole EL MOHAMADIA Ouled Massaoud

Durée : 12 mois à partir d'octobre 2011 **Financement** : 9 996 € (CFSI)

Résultats attendus

Renforcement : une coopérative agricole est accompagnée dans la mise en œuvre de services d'appui à la production et à la valorisation des produits au profit de 30 producteurs.

Services : la coopérative identifie et met en œuvre de nouveaux services d'éducation et de santé au profit de ses membres et des autres producteurs qui souhaitent adhérer à l'organisation.

Commercialisation : la coopérative commercialise les produits oléicoles sur des marchés de proximité.

Coopérative et production locale

Entreprenariat social en Méditerranée - Solidarité et bien-être

En partenariat avec : Coopérative agricole EL MOHAMADIA Ouled Massaoud

Durée : 12 mois à partir de septembre 2011 **Financement** : 10 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Coopération : les micro-entrepreneuses productrices ont accepté de se réunir au sein d'une coopérative.

Production : les micro-entrepreneuses ont renforcé leurs compétences techniques pour fabriquer du savon noir et leurs compétences en gestion et organisation.

Diversification : la diversification des productions est engagée pour permettre à la coopérative de fonctionner toute l'année : les femmes produisent du savon noir et des pesticides biologiques.

Labellisation : les fournisseurs de matières premières se sont engagés dans un processus d'obtention de la certification biologique. La coopérative a validé les démarches pour obtenir la labellisation « commerce équitable ».

Coopératives textiles

Minorités ethniques et artisanat, Province de Ha Giang

En partenariat avec : HRPC (Vietnam Handicraft and Promotion Center), HaDeVa (Vietnam Centre for Cleaner Production) et l'Union des femmes de la province de Hà Giang

Durée : 12 mois à partir d'octobre 2010

Financement : 10 000 € (CFSI)

Résultats 2011

Formation : renforcement des volets organisation, management et comptabilité avec une meilleure assimilation des principes clés sur le long terme.

Genre : amélioration des compétences des 30 femmes qui ont participé aux formations techniques et de la qualité des produits réalisés.

Revenus : amélioration significative des revenus des femmes via la vente de produits à des entreprises partenaires avec un chiffre d'affaires de plus de 4 000 euros.

Autonomisation : la coopérative de Lung Tam peut poursuivre sans intermédiation les activités de la coopérative. La coopérative de Can Ty a plus de capacités pour accueillir des clients, notamment des touristes, et pérenniser l'activité.

Partenariats : des itinéraires touristiques à Can Ty sont mis en place avec des agences de tourisme engagées. Des partenariats se développent avec des entreprises désireuses de s'investir dans le projet via l'achat de produits ou d'investir dans les activités en respectant le code de conduite.

Société civile et participation : résultats des projets suivis en 2011

GRET

AFRIQUE DE L'OUEST // SCP

Des organisations paysannes plus fortes

Renforcement des capacités du ROPPA en matière d'analyse des politiques agricoles et commerciales.

En partenariat avec : ROPPA

Durée : 9 mois à partir d'octobre 2011

Financement : 47 980 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Réalisation d'outils : le ROPPA et les plates-formes nationales membres disposent d'un manuel d'analyse des politiques agricoles et commerciales destiné aux responsables paysans régionaux et nationaux et aux équipes techniques du ROPPA. Il constituera un manuel pédagogique de référence sur les méthodes et les outils disponibles pour analyser les politiques agricoles et commerciales et leurs impacts sur l'agriculture.

Elaborer des propositions : une expertise externe analyse les différentes modalités des politiques agricoles de la CEDAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest). Le ROPPA dispose ainsi d'éléments approfondis pour élaborer des propositions.

Renforcement : un atelier régional de formation de 4 jours est organisé pour les responsables paysans régionaux et nationaux, les membres de l'équipe technique du ROPPA. Il leur permet de mettre à niveau leurs connaissances. Il contribue à enrichir le manuel d'analyse des politiques agricoles et commerciales.

Dialogue multi-acteurs : l'ouverture de l'atelier régional de formation à d'autres acteurs que le ROPPA (ONG, fonctionnaires, etc.) contribue au renforcement du dialogue pluri-acteurs sur l'analyse des politiques agricole et commerciale de la CEDEAO.

ESSOR

BRESIL // SCP

Politiques publiques pour la formation et l'insertion professionnelle

Accès aux politiques publiques de formation et insertion professionnelle dans la Paraíba-Bésil : « Partager des initiatives et construire des partenariats durables ».

En partenariat avec : AMAZONA

Durée : 30 mois à partir de janvier 2011

Financement : 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Concertation : 1 comité de pilotage est constitué (5 membres – OSC/Privé/Public).

Formation : 36 OSC participent à 2 modules de formations (32 heures) sur les politiques publiques de formation et insertion professionnelle.

Contrôle social : 2 Conseils Municipaux de Travail et Emploi sont institués.

Connaissance des politiques publiques : 325 bénéficiaires sont informés sur les services de l'emploi.

L'avenir de la jeunesse passe par la formation agricole et rurale

Concertation multi-acteurs pour l'ancrage des stratégies nationales de formation agricole et rurale en Afrique centrale

En partenariat avec : FEMAFARC (Cameroun), UNACREF (RCA), UFABALT (Tchad)

Durée : 18 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 41 200 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Politiques publiques : les pouvoirs publics sont davantage outillés pour favoriser la participation et la responsabilité des personnes et des OSC dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales de formation agricole et rurale.

Concertation : les liens entre OSC et pouvoirs publics se resserrent au sein d'espaces de concertation (sous-régionale et nationale) sur la formation professionnelle et l'insertion des jeunes ruraux.

Information : la diffusion des recommandations dans les pays concernés est assurée pour élargir le plaidoyer.

Le dialogue pour le développement des territoires

Renforcement des capacités du CCOD en matière d'animation des processus de concertation entre acteurs locaux dans le Pool sur les problématiques agraires

En partenariat avec : CCOD

Localisation : Brazzaville, Pointe-Noire

Durée : 10 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 23 773 € (CFSI et AFD)

Résultats en cours

Concertation : le CCOD qui regroupe 11 organisations de la société civile congolaise a créé un groupe de travail sur l'agriculture. Celui-ci anime la concertation avec les organisations et les autorités locales sur les problématiques agraires dans le Pool, l'ancien grenier de la République du Congo.

Gouvernance : les membres du groupe de travail sur l'agriculture du CCOD ont mis en place des modalités et des outils de travail collectif.

Connaissance du milieu : Les acteurs locaux concernés se sont investis dans la démarche proposée. Ils ont contribué à produire un diagnostic commun du secteur agricole sur le département. Acteurs de la société civile, collectivités locales, services déconcentrés et les autres intervenants du développement agricole sur le Pool ont dialogué entre eux à partir de ce diagnostic.

Actions prioritaires : ce dialogue permet à ces parties prenantes de mieux se connaître, et de s'accorder sur une hiérarchisation des problèmes et sur des actions prioritaires.

Une meilleure communication de la société civile

Des OSC congolaises communiquent mieux et sont plus écoutées par les pouvoirs publics

En partenariat avec : Centre de Ressources pour la Presse (CRP)

Durée : 6 mois à partir de janvier 2011 **Financement** : 24 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Formation : des journalistes ont été formés (communication, informatique, rédaction de communiqué de presse, travail sur internet)

Renforcement : renforcement des capacités techniques et humaines des OSC (création d'un poste de responsable de communication, équipements informatiques).

La concertation au service du développement d'un territoire

Les collectivités unies au cœur du développement local de la Préfecture de Kindia

En partenariat avec : différents partenaires : associations, collectivités

Durée : 33 mois à partir d'octobre 2010 **Financement** : 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Reconnaissance de l'inter collectivité : diagnostics territoriaux sur l'appropriation et les attentes des acteurs à l'égard de l'inter collectivité qui est un outil de définition et de conduite de politiques publiques locales de façon concertée. Elle se met progressivement en place et suscite un spectaculaire engouement tant des populations que des Organisations de la Société Civile et des jeunes dans les différentes collectivités.

Fonds intercommunal pour les jeunes : les 10 collectivités mettent en place un fonds intercommunal de solidarité pour favoriser l'insertion des jeunes dans les collectivités et la réalisation de projets intercommunautaires.

Participation des jeunes : appropriation de la politique de décentralisation et des compétences des collectivités locales. Avec l'appui de Coopération Atlantique-Guinée 44, des séances de sensibilisation des populations et des jeunes sont réalisées pour améliorer leur implication et leur participation dans la vie des collectivités.

Politiques publiques : implication des OSC locales dans la définition de politiques publiques locales portées par les collectivités.

Résolution des conflits : le Cadre de Concertation des Organisations Paysannes (CCOP/K) s'implique davantage dans la gestion du conflit entre agriculteurs et éleveurs.

Une société civile organisée et renforcée

Programme d'appui au développement des capacités des OSC en région de Cacheu (PADC-OSC)

En partenariat avec : CONGAI

Durée : 10 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 23 995 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Renforcement : renforcement des ressources humaines du CONGAI (secrétaire permanent et formations du personnel du CONGAI) et définition d'un plan d'action stratégique.

Politiques publiques : forte implication des OSC de la région. Organisation d'une journée thématique sur les politiques publiques.

Concertation : émergence du CONGAI comme acteur important de la région, organisation d'un atelier de réflexion prospective, initiation d'une concertation pluri-acteurs sur la participation des OSC dans le processus de prise de décision.

Echanges : dynamique d'échange avec les associations de migrants de la Région de Cacheu en Europe, diffusion du programme à l'échelle nationale, voyage d'étude et d'échange au Sénégal et au niveau des région de Gabou et Bafata en Guinée-Bissau, émission radio, organisation d'un atelier de clôture du projet et élaboration des fiches de capitalisation.

Des artisans organisés pour des productions reconnues

Appui à la concertation artisans - pouvoirs publics à Madagascar

En partenariat avec : CITE

Durée : 30 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Structuration : les groupements d'artisans sont structurés et arrivent à dialoguer avec les pouvoirs publics.

Dialogue entre artisans, consommateurs et pouvoirs publics : les groupements d'artisans et des consommateurs s'allient pour un dialogue avec les pouvoirs publics sur la valorisation des produits.

Qualité : des dispositifs favorables à la promotion des produits artisanaux (valorisant la qualité, protégeant la création) sont initiés en concertation avec les pouvoirs publics et les groupements d'artisans.

Plaidoyer : les groupements d'artisans adoptent une position commune et initient des discussions avec les pouvoirs publics sur le statut et la fiscalité du métier d'artisan.

Quand les paysans dynamisent l'agriculture

La Maison des Paysans, partenaire privilégié des paysans et des pouvoirs publics dans l'offre de services agricoles

En partenariat avec : La Maison des Paysans (MDP)

Durée : 9 mois à partir de janvier 2011

Financement : 23 998 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Formation : 100 Délégués Techniques (DT) sont identifiés, 26 Délégués Techniques sont formés aux techniques d'animation et de pédagogie. Les supports pédagogiques, fiches techniques, posters ont été réalisés et publiés.

Concertation : 4 stratégies ont été mises à jour, partagées et discutées avec les membres de la MdP et les pouvoirs publics sur la mécanisation agricole et les processus de mise en place du système de CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole), la gestion des services de proximité, semences et épargne.

Information : 150 paysans ont participé à des visites échanges. Des émissions radios sur les résultats des ateliers et des échanges inter OP ont été diffusées de mai à septembre 2011.

Capitalisation : 1 document de capitalisation est en cours d'élaboration.

Politiques énergétiques

Démystifier les agrocarburants à base de jatropha au Mali et construire une campagne objective d'information et de sensibilisation sur les intérêts, risques, limites et opportunités d'une telle culture

En partenariat avec : AMEDD (Association Malienne d'Éveil au Développement Durable)

Durée : 9 mois à partir de janvier 2011

Financement : 23 976 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Information : sensibilisation de la société civile et des acteurs politiques sur les questions des agrocarburants, notamment sur la nécessité de clarifier le message pour éviter des prises de positions radicales.

Plaidoyer : encadrer les initiatives concernant les agrocarburants tout en respectant les équilibres agricoles.

Pour une stratégie migratoire de la région de Kayes

Processus participatif multi-acteurs de formulation d'une stratégie migratoire

En partenariat avec : Assemblée Régionale de Kayes (ARK)

Durée : 33 mois à partir d'octobre 2010 **Financement :** 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Concertation : entre les différentes catégories d'acteurs à différentes échelles sur la question de la migration (élus, associations de migrants, organisations de la société civile, services techniques de l'Etat).

Reconnaissance : l'EMDK bénéficie d'une meilleure écoute et de crédibilité auprès des décideurs publics (plusieurs missions à Bamako et en Afrique et en France). Il est reconnu à l'échelle régionale et nationale (ex. responsabilités accordées à l'EMDK lors de l'atelier régional de Kayes et engagements pris en faveur de l'espace).

Quand la société civile vietnamienne s'engage pour la RSE

Mise en place d'un réseau d'organisations de la société civile pour promouvoir la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

En partenariat avec : Center for Development and Integration (CDI)

Durée : 20 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 41 260 € (CFSI et AFD)

Résultats 2011

Création de réseau : un réseau d'acteurs, plus particulièrement des ONG, est constitué et mobilisé autour du champ de la RSE, au travers notamment d'actions de sensibilisation et de formation.

Dialogue OSC, entreprises, pouvoirs publics : les échanges et le dialogue entre les acteurs de la société civile vietnamienne sont renforcés. Les mesures correctives engagées par les entreprises sont mieux suivies et contrôlées. Un dialogue s'instaure avec les pouvoirs publics dans le champ de la RSE.

Plaidoyer : les OSC partenaires disposent d'outils de communication pour leurs activités de plaidoyer.

PCPA Algérie : résultats des projets suivis en 2011

Fédération Algérienne des Personnes Handicapées (FAPH) // ALGERIE // PCPA

Accès à la scolarisation pour les enfants en situation de handicap

Développement de dispositifs et d'actions de plaidoyer pour l'accès au droit à la scolarisation des enfants en situation de handicap

En partenariat avec : Handicap International

Durée : 15 mois à partir de mai 2011

Financement : 46 079 € (AFD)

Résultats attendus

Sensibilisation : les associations de personnes handicapées, la société civile, les pouvoirs publics et les secteurs de l'éducation comprennent mieux les conditions de vie des enfants en situation de handicap, leurs difficultés d'accès à la scolarisation et les dispositifs adéquats à mettre en place pour y remédier.

Accompagnement : les enfants en situation de handicap sont renforcés dans leur chance d'accès à la vie sociale et scolaire à Alger.

Réseau Algérien pour la Défense des Droits de l'enfant

ALGERIE // PCPA

Citoyenneté et droits de l'enfant

Droits de l'Enfant et citoyenneté, facteurs d'intégration

En partenariat avec : Le Plateau Mistral (Grenoble)

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 49 450 € (AFD)

Résultats attendus

Formation : 20 animateurs (10 Algériens et 10 Français) âgés de 18 à 25 ans sont formés à l'encadrement des jeunes pour l'apprentissage de la citoyenneté.

Citoyenneté : 200 adolescents participants aux 20 sessions et 6 forums consacrés à la citoyenneté.

Echange : 25 adolescents algériens, 4 animateurs algériens, 25 adolescents français et 4 animateurs français participent à deux voyages d'échange.

Citoyenneté

Promouvoir l'esprit de la citoyenneté à travers les loisirs (activités sportives, culturelles et environnementales)

Le projet vise à promouvoir l'éducation citoyenne et environnementale et le droit des enfants aux loisirs.

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 49 164 € (AFD)

Résultats attendus

Sensibilisation : 400 personnes représentant des autorités locales, des directions de la jeunesse et des sports, de l'éducation et de la culture, des associations de la jeunesse et des associations de l'enfance, des associations de parents d'élèves et des représentants d'établissements scolaires ainsi que des bénéficiaires directs du projet et leurs tuteurs sont sensibilisés à l'importance du droit des enfants aux loisirs. Un public plus large est touché grâce à des dépliants, des affiches et des émissions radiophoniques.

Formation : 12 animateurs sont formés aux techniques de communication et d'animation professionnelle sur les loisirs et la citoyenneté pour assurer l'encadrement des 270 garçons et filles des trois clubs. 270 élèves sont formés au niveau sportif, culturel et à l'environnement.

Citoyenneté : une dynamique d'éducation à la citoyenneté par les loisirs est créée dans les 3 clubs sportif, culturel et environnemental

Citoyenneté et environnement

ECO-SOUMMAM : un lieu de formation, un carrefour d'expression, un laboratoire d'idées et de recherches

Localisation : Akbou

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 33 656 € (AFD)

Le projet contribue à préserver l'environnement pour un développement durable de la région et à améliorer le cadre de vie des populations.

Résultats attendus

Sensibilisation : La société civile et les institutions sont sensibilisés aux problèmes environnementaux.

Formation : 200 jeunes de la région d'Akbou et de ses environs sont éduqués à l'éco citoyenneté.

Renforcement : les capacités techniques audiovisuelles et d'animation des cadres associatifs et institutionnels sont renforcées.

Eco citoyenneté : une dynamique éco citoyenne est créée dans les quartiers d'Akbou et dans les villes environnantes.

Citoyenneté et environnement

Une biblio-médiathèque au service des enfants et des jeunes

Localisation : Béjaïa

Durée : 12 mois à partir d'avril 2011

Financement : 29 027 € (AFD)

Ce projet vise à créer une dynamique culturelle continue autour de la bibliothèque afin de sensibiliser la population et d'autres acteurs sociaux au rôle de la lecture et des technologies de l'information et d'améliorer l'accès au livre et à l'information sous ses nombreux supports.

Résultats attendus

Sensibilisation : la population et les différents acteurs sont sensibilisés à l'importance de la lecture et des technologies de l'information.

Accès à l'information : l'accès au livre est amélioré. Les enfants savent mieux utiliser les technologies de l'information.

Dynamique locale : une dynamique est créée au tour du livre et de la médiathèque

Citoyenneté et environnement

Atelier de création documentaire

Localisation : Béjaïa

En partenariat avec : Kaïna Cinéma (Paris) et Office Municipal de la Ville d'Aubervilliers

Durée : 12 mois à partir de juin 2011

Financement : 42 430 € (AFD)

Le projet vise à permettre l'accès à la pratique de la création audiovisuelle et de réaliser des ateliers de programmation au sein des ciné-clubs.

Résultats attendus

Réalisation : 8 stagiaires de Béjaïa Doc Promotion 2011 réalisent 8 documentaires.

Formation : les stagiaires réalisateurs et les animateurs de ciné clubs améliorent leurs compétences.

Echanges, communication, diffusion : un reportage est réalisé par un groupe de jeunes franco-algérien. Des projections-débats sont organisés dans des ciné-clubs en Algérie et en France.

Citoyenneté et environnement

Une main seule n'applaudit pas

Localisation : Blida

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 38 746 € (AFD)

Le projet concerne une quarantaine d'adolescents âgés de 13 à 16 ans issus des quartiers défavorisés et exclus de l'école.

Résultats attendus

Insertion : 80 % des adolescents rejoignent le circuit de la formation professionnelle.

Renforcement : l'équipe associative a amélioré ses capacités de gestion.

Formation : une quinzaine de jeunes ont reçu une formation adaptée qui leur ouvre des perspectives d'emploi.

Citoyenneté et environnement

Création d'une école de sport de montagne et centre de diffusion de l'écocitoyenneté de Mimouna.

Localisation : Bouira

En partenariat avec : AREA-ED, Pour Tikjda, Hommes Montagnes, nature, ressources de la Paix (France), Fédération algérienne de ski et sports de montagne « FASSM »

Durée : 12 mois à partir de mai 2011

Financement : 46 339 € (AFD)

Le projet consiste à sensibiliser la population à la préservation de l'environnement par l'introduction des techniques de traitement des déchets ménagers, l'utilisation des énergies renouvelables (panneaux solaire), et la sensibilisation des jeunes, à travers des activités de montagne.

Résultats attendus

Formation : 20 animateurs (15 hommes et 5 femmes) de l'association Mimouna et des associations partenaires sont formés et capables d'encadrer un groupe de jeunes dans la pratique d'une activité sportive et dans le respect de l'environnement.

Equipement : une salle sportive est équipée d'une structure d'escalade où 500 enfants sont initiés à l'escalade.

Protection de l'environnement : l'atelier « Education à l'environnement » dispose d'outils de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.

Culture et citoyenneté

Le jeune artiste d'Ait Laâziz

Localisation : Bouira

Durée : 13 mois à partir d'avril 2011

Financement : 15 865 € (AFD)

Le projet propose des activités aux jeunes de la commune d'Ait Laaziz.

Résultats attendus

Activités culturelles : deux ateliers d'apprentissages de musique fonctionnent. 40 jeunes suivent des cours de musique. Une chorale et un groupe de musique sont formés. 3 spectacles sont organisés.

Soutien scolaire et ouverture à d'autres cultures

Appui à l'épanouissement des enfants et des jeunes de la Crête Rouge par les activités culturelles et l'apprentissage des langues

Localisation : Bouira

Durée : 12 mois à partir de juillet 2011

Financement : 14 280 € (AFD)

Le projet vise à ouvrir 150 enfants et adolescents scolarisés à d'autres cultures et à améliorer leurs résultats scolaires.

Résultats attendus

Apprentissage des langues : deux ateliers d'apprentissage de langue (français, anglais) sont organisés.

Soutien scolaire : deux classes de soutien scolaire sont organisées.

Connaissance de l'environnement : des sorties pédagogiques sont réalisées dont 6 sorties sur des sites archéologiques

Appui aux myopathes

Appui et amélioration de la prise en charge des enfants et jeunes myopathes sur les problèmes respiratoires

Localisation : Constantine

En partenariat avec : Handicap International

Durée : 12 mois à partir de juin 2011

Financement : 33 412 € (AFD)

Le projet vise à améliorer la prise en charge d'une cinquantaine de jeunes myopathes.

Résultats attendus

Sensibilisation : Les malades, leurs familles, le personnel médical local et les pouvoirs publics sont sensibilisés à la condition des myopathes. Des actions de plaidoyer sont organisées.

Renforcement : les compétences des membres de l'association ADEM et de 20 cadres associatifs sont renforcées dans le domaine de la prise en charge et de l'encadrement des enfants et jeunes myopathes et leur famille.

Autonomie : les malades et leurs familles gagnent en autonomie pour assumer les soins de bases.

Soutien : les myopathes et leurs familles bénéficient d'un soutien psychologique.

Campagne pour la vue des enfants

La vue sauvée, c'est la vie saine : campagne de lutte contre l'amblyopie des enfants de 6 à 8 ans

Localisation : El Oued

Durée : 13 mois à partir de juin 2011

Financement : 31 596 € (AFD)

L'action vise à dépister l'amblyopie (acuité visuelle faible de moins de 7/10) chez les élèves de première et deuxième année de 75 écoles primaires de la région de Guemmar.

Résultats attendus

Prise en charge : des séances de dépistage sont organisées et permettent de prendre en charge les malades.

Sensibilisation : des campagnes d'information sont menées.

Insertion des handicapés

Prise en charge des Infirmes Moteurs Cérébraux du quartier populaire de Victor Hugo (Oran)

Localisation : Oran

En partenariat avec : Association COUP de SOLEIL : Délégation Languedoc-Roussillon

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 23 906 € (AFD)

Le projet consiste à prendre en charge à domicile par une équipe pluridisciplinaire (médicale, psycho / pédagogique et sociale) dix enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale et issus de familles démunies.

Résultats attendus

Participation : un travail avec des associations du quartier permet de recenser la population cible et de l'impliquer dans l'action.

Prise en charge : 10 enfants IMC sont pris en charge individuellement par l'équipe pluridisciplinaire en partenariat avec la famille.

Ouverture : la maison de jeunes du quartier et l'association Chougrani sont impliquées dans l'organisation d'activités culturelles et de détente.

Autonomie : les familles des infirmes moteurs cérébraux pourront mieux prendre en charge l'enfant handicapé et mieux appréhender les démarches administratives induites par la situation de leur enfant grâce à un appui des travailleurs sociaux.

Ecoute : une cellule d'écoute et d'orientation est organisée pour d'une part, donner de la visibilité à l'action et d'autre part guider et conseiller les familles des autres handicapés du quartier non concernés à ce stade par la prise en charge.

Prévention du SIDA

Réduction de la transmission de l'infection à VIH Sida chez l'enfant et sa mère à Oran et à Tiaret

Localisation : Oran

Durée : 12 mois à partir de mai 2011

Financement : 45 341 € (AFD)

Le projet vise à réduire la transmission du VIH Sida de la mère à l'enfant dans les différents quartiers d'Oran et de Tiaret.

Résultats attendus

Formation : 250 professionnels de la santé (médecins, sage femmes, psychologues) sont formés sur le VIH Sida.

Sensibilisation : 25 000 femmes sont sensibilisées au problème de la transmission du virus. Des séances de dépistage sont organisées.

Soutien : 1 250 femmes bénéficient d'un soutien médico psychologique.

Education à la citoyenneté

Ecole du patrimoine et de la citoyenneté

Localisation : Oran

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 34 995 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à faciliter l'insertion socioprofessionnelle de 30 jeunes et à renforcer la citoyenneté par la réhabilitation du patrimoine.

Formation : 30 guides du patrimoine et de la ville sont formés et insérés socialement.

Sensibilisation : 11 clubs du patrimoine sont créés dans les établissements scolaires. 30 000 personnes sont sensibilisées aux questions du patrimoine et de la citoyenneté

Information : un ouvrage sur le patrimoine oranais est publié.

Education à la citoyenneté

Jeunes, Action, Responsabilité, Espoir pour la Protection, la Valorisation et la Promotion du Patrimoine

Localisation : Oran

En partenariat avec : Association des Centres d'Animation de Quartier de Bordeaux (ACAQB)

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 49 500 € (AFD)

Le projet vise à renforcer des pairs éducateurs, informer les jeunes et leur permettre de réaliser des actions de protection de l'environnement.

Création d'outils : des outils pédagogiques pour l'éducation au patrimoine sont co-construits au cours d'un séminaire.

Formation : 60 jeunes pairs éducateurs oranais sont formés pour mener des actions d'éducation au Patrimoine et 10 animateurs socioculturels bordelais sont formés à l'accompagnement de 10 pairs éducateurs oranais.

Sensibilisation : 150 jeunes d'Oran de 15 à 25 ans et 200 enfants de 6 à 17 ans de Bordeaux sont initiés à la préservation et à la promotion du patrimoine.

Préservation du cadre de vie : un système pilote de tri sélectif opérationnel est mis en place dans le quartier de Sidi El Houari en vue d'impliquer les habitants, de valoriser les déchets biologiques (compost) et d'améliorer ainsi la qualité de l'environnement.

Echanges interculturels : un film documentaire est réalisé à partir des témoignages des acteurs du projet.

Evaluation : un séminaire de clôture est organisé pour évaluer le projet.

L'informatique accessible aux enfants

Initiation à l'informatique

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de juillet 2011 **Financement :** 4 690 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à initier des enfants à l'outil informatique et à la recherche sur Internet.

Résultats attendus

Matériel : l'association renforce ses actions grâce à l'acquisition de matériel informatique.

Formation : des cycles de formation à l'informatique sont organisés.

Education à la citoyenneté pour les enfants

Encadrement des enfants pour une éducation à la citoyenneté

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 5 099 € (CFSI et AFD)

Le projet développe la citoyenneté auprès de 60 enfants âgés de 9 à 12 ans.

Résultats attendus

Animation : 60 garçons et filles bénéficient d'activités d'animation.

Renforcement : les animateurs de l'association renforcent leurs capacités en encadrement.

Coordination : des activités facilitent la coordination entre la maison de jeunes, l'école et le mouvement associatif du village.

Education à l'environnement pour les enfants

Développement de l'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 5 043 € (CFSI et AFD)

Le projet sensibilise 200 élèves de Bordj Okhriss au respect de l'environnement par la création de clubs dédiés à l'environnement dans les établissements scolaires.

Résultats attendus

Animation : des solutions simples aux problèmes environnementaux sont trouvées.

Responsabilisation : un groupe d'élèves va prendre en charge les activités de l'association.

Engagement : les enfants prennent conscience de la nécessité de lutter contre la dégradation de l'environnement.

Education à l'environnement pour les enfants

Amélioration de l'accès à l'éducation et aux loisirs

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 5 099 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à améliorer l'accès à l'éducation et aux loisirs pour les enfants défavorisés de Bouira par la formation et la structuration de groupes d'animation de jeunes.

Résultats attendus

Sensibilisation : une caravane de sensibilisation est réalisée dans les communes du projet.

Formation : deux sessions de formation à l'encadrement des enfants sont effectuées pour 25 jeunes des 5 villages du projet. 5 groupes d'animateurs sont constitués dans ces 5 villages.

Sensibilisation : 150 enfants sont sensibilisés et informés sur l'éducation et les loisirs.

Education à la citoyenneté

Un espace de jeu sécurisé pour un enfant sensibilisé sous l'œil d'un parent responsabilisé

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de juillet 2011 **Financement :** 5 077 € (CFSI et AFD)

Le projet vise la mise en place d'une aire de jeu pour 100 enfants de la cité Dellys Mohamed Ameziane et de les sensibiliser à la citoyenneté.

Résultats attendus

espace de jeu : une aire de jeu sécurisée et des espaces verts sont créés.

sensibilisation : 50 enfants sont sensibilisés à la citoyenneté. Ils réalisent une campagne de nettoyage des déchets.

information : les enfants réalisent une exposition de dessin sur le civisme.

Lecture pour la jeunesse

La bibliothèque mobile

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 4 804 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à sensibiliser les écoliers sur l'importance de la lecture par la mise en place d'une bibliothèque itinérante.

Résultats attendus

bibliothèque : les livres sont disponibles et mis à la disposition de tous les écoliers.

sensibilisation : les écoliers sont sensibilisés à l'importance de la lecture.

enseignement : l'assimilation des leçons et la participation des élèves en classe sont améliorées.

Education sanitaire pour les enfants diabétiques

Espace de prise en charge psychopédagogique des enfants atteints de diabète de 8 à 14 ans

Localisation : El Oued / Guemar

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 4 820 € (CFSI et AFD)

Le projet propose une bonne éducation sanitaire aux enfants diabétiques et à leurs parents.

Résultats attendus

sensibilisation : les enfants malades et leur environnement sont sensibilisés. Les enfants malades et leurs parents sont formés pour la planification d'un régime.

autonomie : les enfants malades ont acquis l'autonomie dans le suivi médical.

Des activités culturelles pour les enfants

Jardin culturel itinérant pour enfants

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 5 086 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à organiser des activités culturelles et de loisirs pour 2 000 enfants.

Résultats attendus

sensibilisation : les enfants acquièrent des connaissances culturelles.

intégration : les activités proposées permettent aux enfants de s'intégrer socialement.

apprentissage : les enfants développent leurs capacités d'expression à travers le dessin et le théâtre. Ils renforcent également leurs capacités de lecture et d'écriture.

Des femmes rurales accèdent à des activités génératrices de revenus

Promotion de la femme rurale par la réhabilitation de l'artisanat

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 5 100 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à promouvoir pour 30 femmes des activités génératrices de revenus basé sur les métiers traditionnels.

Résultats attendus

sensibilisation : les femmes, leurs familles et les autres parties prenantes sont sensibilisées à l'importance des activités génératrices de revenus et à l'importance de l'artisanat.

formation : les compétences techniques des femmes sont renforcées en couture traditionnelle et tissage.

commercialisation : une foire commerciale artisanale est organisée.

Formation à l'audiovisuel pour les jeunes

Le club de l'audiovisuel et son rôle dans les milieux jeunes

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 4 738 € (CFSI et AFD)

Le projet propose à des jeunes de découvrir l'audiovisuel.

Résultats attendus

sensibilisation : des jeunes et des associations locales sont sensibilisés à l'importance de l'audiovisuel comme moyen d'expression.

formation : les jeunes acquièrent des compétences techniques en audiovisuel.

intégration : les jeunes réalisent trois courts métrages qui sont présentés dans différentes maisons de jeunes.

Formation à l'audiovisuel pour les jeunes

Contribution à la bonne scolarisation des enfants du nouveau quartier de Oued El Alanda

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 4 783 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à contribuer à l'éveil de 30 enfants de 3 à 6 ans en vue de leur scolarisation.

Résultats attendus

éducation : le projet contribue à créer une dynamique éducative et de loisir.

intégration : les jeunes les plus vulnérables sont intégrés dans l'école et plus généralement dans la société.

formation : les capacités des éducateurs sont renforcées.

Appui à la création de micro-entreprises

Caravane d'information sur les mécanismes de soutien à l'emploi de jeunes

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 5 100 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à sensibiliser 1 000 jeunes chômeurs aux dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes et à les accompagner dans la création de leurs entreprises.

Résultats attendus

sensibilisation : les jeunes chômeurs sont sensibilisés à la nécessité de créer des activités économiques.

formation : les jeunes candidats à la création de micro-entreprises sont formés.

soutien : les personnes qualifiées pour créer des micro-entreprises bénéficient d'un accompagnement pour accéder aux fonds de soutien mis en place par l'Etat.

Appui à l'emploi pour les jeunes

Cycles de formations à l'emploi au profit des jeunes sans emplois (montage et gestion de projets)

Localisation : Rebbah / El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 4 919 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à sensibiliser et accompagner 40 jeunes chômeurs.

Résultats attendus

sensibilisation : des rencontres sont organisées avec les institutions concernées par l'emploi des jeunes

formation : les capacités des jeunes pour créer des micro-entreprises sont renforcées.

soutien : les jeunes sont accompagnés pour rencontrer les agences d'emplois.

PCPA Congo : résultats des projets suivis en 2011

Association Congolaise pour la Défense et l'Intégration des Pygmées

ACDIP

CONGO // PCPA

Accès à l'éducation pour les peuples autochtones

Appui et suivi éducatif en milieu autochtone

En partenariat avec : Association pour le Développement Urbain et Rural

Localisation : Djambala

Durée : 11 mois à partir d'août 2011

Financement : 13 896 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à réduire le déficit d'éducation scolaire chez les peuples autochtones.

Résultats attendus

Accès aux droits civiques : 50 enfants autochtones ont reçu leurs documents d'état civil.

Education : 125 enfants autochtones sont dotés des kits scolaires et fréquentent régulièrement l'école.

Sensibilisation des familles : au moins 50 ménages autochtones sont sensibilisés et pratiquent les règles d'hygiène.

Autonomie : 50 ménages autochtones cultivent le manioc et pratiquent l'élevage.

Association Congolaise pour la Santé Publique et Communautaire

ACSPC

CONGO // PCPA

Lutte contre le paludisme

Amélioration de la participation communautaire dans la lutte contre le paludisme dans les quartiers 303 et 308 de l'Arrondissement III, Tié-Tié et 109 et 110 de l'Arrondissement I Lumumba

En partenariat avec : Direction Départementale de la Santé

Localisation : Pointe-Noire

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 18 899 € (CFSI et AFD)

Ce projet vise à contribuer à la lutte contre le paludisme dans un quartier de Pointe-Noire.

Résultats attendus

Sensibilisation : les ménages demandent davantage de moustiquaires imprégnées d'insecticides. Au moins 3 000 moustiquaires imprégnées sont distribuées et utilisées dans les quatre quartiers cibles du projet.

Hygiène : 1 500 ménages ont adopté de meilleures pratiques pour gérer les ordures ménagères, traiter les eaux usées et désherber les alentours des habitations.

Formation : les capacités d'intervention des agents de santé en promotion et prévention de la lutte contre le paludisme sont renforcées.

Santé : les habitants des quartiers fréquentent davantage les centres de santé.

Citoyenneté des femmes

Eveil de la conscience citoyenne des femmes commerçantes de Pointe-Noire sur leurs droits

En partenariat avec : AJID

Durée : 9 mois à partir d'août 2011

Financement : 9 860 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Le projet sensibilise les femmes commerçantes sur leurs droits et leurs devoirs dans les marchés.

Résultats attendus

Formation : 25 membres de l'ADDCC et 5 de l'AJID sont formés aux droits des consommateurs.

Information : un document de référence sur les taxes dues dans les marchés est produit. 400 femmes commerçantes sont sensibilisées sur les taxes légales.

Concertation : les animateurs du projet, les groupes de femmes et les comités de marchés ont mis en place un cadre de concertation.

Plaidoyer : les membres du cadre de concertation sont outillés pour construire un argumentaire pertinent et mener un plaidoyer auprès des administrations.

Pour une démocratie participative

Renforcement des capacités des responsables des quartiers sur la gouvernance et la démocratie locale

En partenariat avec : mairie de l'Arrondissement 7 Mfilou

Durée : 7 mois à partir de mars 2012

Financement : 13 460 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville, Niari, Plateaux

Résultats attendus

Développement communautaire : 35 responsables des quartiers et délégués de la mairie de l'arrondissement 7 Mfilou suivent des formations en gestion administrative, en conduite de réunion communautaire. Des responsables des quartiers et des délégués de la mairie de Mfilou apprennent à réaliser un diagnostic participatif.

Formation : des formations à la médiation sociale pour régler les différends dans les quartiers et formation au plaidoyer pour défendre les intérêts des populations auprès des autorités compétentes sont organisées.

Connaissance des politiques publiques : tous les responsables de quartiers disposent du décret relatif à l'administration du quartier. Ils comprennent le décret, leurs rôles et leurs prérogatives en tant qu'auxiliaire de l'Etat.

Information : 16 campagnes d'information sont réalisées dans chaque quartier.

Diagnostic : 4 diagnostics participatifs sont effectués avec les populations. Une assemblée générale a lieu dans chaque quartier pour identifier les besoins prioritaires.

Accompagnement : un appui conseil aux Comités de Quartier permet de réaliser des activités.

Suivi : un système de suivi et évaluation participatif est créé dans chaque quartier.

Action des Educateurs pour le Développement

AED

CONGO // PCPA

Création de coopératives par des jeunes

Insertion des jeunes par l'apprentissage des métiers

En partenariat avec : AIDSEPM (Action d'Impulsion au Développement Socioéconomique, de lutte contre la Pauvreté et les Maladies) et AFED (Association Femmes et Enfants en Difficultés)

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 13 398 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Le projet vise à former 30 jeunes déscolarisés pendant 6 mois puis de les accompagner dans la création de leurs coopératives de production.

Résultats attendus

renforcement institutionnel : 9 membres des 3 OSC sont formés en gestion du cycle de projet et en gestion comptable et financière.

formation : 30 jeunes déscolarisés et désœuvrés sont formés en savonnerie et en soudure.

aide au démarrage de l'activité : les 4 groupes de jeunes formés ont reçu des kits professionnels. Ils ont été formés en gestion des coopératives, appuyés pour élaborer leurs statuts, faire les démarches d'enregistrement et organiser une assemblée générale. Les jeunes sont accompagnés pour rencontrer les agences d'emplois.

Pour une culture de paix

Education au vivre ensemble, à la paix et au civisme

En partenariat avec : Ministère de l'Education civique et de la jeunesse, Département de l'Enseignement de l'Eglise Evangélique du Congo, Ecole de la paix (Grenoble), DEFAP (France)

Durée : 14 mois à partir d'août 2011

Financement : 19 033 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville, Pointe-Noire, Département du Niari, des Plateaux.

Ce projet vise à répondre au défi de la paix au Congo en formant 18 000 enfants à la culture de paix.

Résultats attendus

reconnaissance institutionnelle : l'AEP sera reconnue comme un acteur légitime de la promotion d'une culture de paix au Congo par l'ensemble des acteurs impliqués dans ce projet.

formation : 10 formateurs et 30 animateurs maîtriseront les techniques d'animation et de promotion de la non-violence et seront capables de les transmettre aux enfants avec lesquels ils interviennent.

démultiplication : 18 000 enfants de 9 à 13 ans utiliseront l'outil d'éducation à la paix dans le cadre de 600 animations. A l'issue de ces animations, chaque enfant apprendra à comprendre l'autre et développera des attitudes et réflexes du vivre ensemble dans la société. L'enfant se comportera en artisan de paix et apprendra à s'ouvrir au monde et aux autres. Ce projet contribuera à la formation d'hommes et de femmes œuvrant pour la paix.

Insertion des femmes séropositives

Réinsertion socioprofessionnelle des femmes séropositives par la formation en coupe et couture

En partenariat avec : ADF

Durée : 12 mois à partir de décembre 2011

Financement : 17 584 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

équipement : un atelier de coupe et couture est installé et est opérationnel.

formation : 20 femmes séropositives sont formées en coupe et couture, en gestion financière, à la vie associative.

autonomisation : 20 femmes formées ont démarré une activité génératrice de revenus.

Droits des jeunes filles

Prévenir le harcèlement sexuel en milieu scolaire

En partenariat avec : ADP (Association Dynamique Plurielle), MEEC (Mouvement des Elèves et Etudiants du Congo)

Durée : 8 mois à partir d'août 2011

Financement : 17 045 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Ce projet vise à faire face au harcèlement sexuel dont sont victimes les jeunes filles dans les établissements scolaires et universitaires.

Résultats attendus

sensibilisation : 1 000 jeunes filles et 100 enseignants des lycées sont sensibilisés à la question du harcèlement sexuel et sur les dispositions de protection de l'enfance de la Loi Potignon.

écoute : 5 cellules d'écoute sont mises en place dans les lycées et recensent les cas de violence.

information: 2 000 brochures sur la loi Potignon sont distribuées dans les lycées. Une vidéo est disponible.

Insertion des jeunes

Appui à l'insertion des jeunes de Tié-Tié dans la vie professionnelle

En partenariat avec : Direction Départementale de la Jeunesse

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 13 985 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Le projet vise à insérer 350 jeunes sans emploi du quartier de Tié-Tié.

Résultats attendus

Service : un service d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes est développé dans une logique de partenariat.

Renforcement institutionnel : les capacités organisationnelles et humaines de l'organisation porteuse et de son partenaire sont renforcées.

Insertion des jeunes

Projet d'appui à l'éducation alternative et à l'apprentissage de métiers pour des jeunes déscolarisés et non scolarisés de Mvou-Mvou

En partenariat avec : Direction Départementale de l'Enseignement Primaire et de l'Alphabétisation

Durée : 16 mois à partir de mai 2011 **Financement :** 14 248 € (Ministère du Plan)

Localisation : Pointe-Noire

Le projet vise à insérer socialement et professionnellement des jeunes analphabètes.

Résultats attendus

Education : 110 jeunes ont appris à lire et écrire.

Formation : 25 jeunes ont appris un métier dans la couture, la coiffure, la mécanique ou la soudure.

SIDA et accès aux droits

Promotion des droits des personnes vivant avec le VIH

En partenariat avec : AFPC (Association Femme Plus du Congo)

Durée : 7 mois à partir de mai 2011 **Financement :** 15 133 € (Ministère du Plan)

Localisation : Brazzaville, Niari, Plateaux

Le projet vise à défendre les droits des personnes vivant avec le VIH.

Résultats attendus

formation : 60 vulgarisateurs membres des OSC sont formés sur la loi concernant la protection des personnes atteintes du VIH

sensibilisation : 1 000 personnes porteuses du VIH ont pris connaissance de leurs droits et devoirs lors de 60 séances d'information. 120 professionnels de santé sont sensibilisés aux droits des personnes porteuses du VIH et s'engagent à réduire la stigmatisation de ces personnes.

renforcement institutionnel : 15 associations de lutte contre le VIH / SIDA bénéficient du renforcement de leurs capacités de plaidoyer, de leadership et de mobilisation de ressources.

L'accès à la santé pour tous

Sensibilisation sur les mutuelles de santé auprès des mutuelles d'entraide sociale dans l'Arrondissement N° 1 Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire

En partenariat avec : Association Serment Universel , Association Jeune Exprime-toi sur le SIDA

Durée : 15 mois à partir d'août 2011

Financement : 14 232 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Ce projet vise à sensibiliser les mutuelles d'entraide sociale pour qu'elles se transforment en mutuelles de santé qui permettent l'accès à la santé pour chacun.

Résultats attendus

Formation : 30 personnes des OSC partenaires et des Directions départementales de la santé et des affaires sociales sont formées sur la mutuelle de la santé.

Sensibilisation : 450 personnes sont sensibilisées sur la mutuelle de santé.

Renforcement institutionnel : 3 mutuelles de santé sont créées.

Formation des éleveurs et médiation

Formation des éleveurs de Djambala et des environs à des techniques d'élevage semi-moderne

En partenariat avec : Association Santé pour Tous par tous

Localisation : Djambala

Durée : 15 mois à partir d'août 2011

Financement : 16 099 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à réduire les conflits avec les éleveurs liés à la divagation des bêtes.

Résultats attendus

renforcement institutionnel : les effectifs des 9 comités de médiation sociale de Djambala sont renforcés. Les membres des comités améliorent leurs connaissances en techniques de médiation sociale, notamment pour régler les conflits avec les éleveurs.

formation : 75 éleveurs de Djambala centre et des environs ont acquis des connaissances sur les techniques de l'élevage semi-moderne.

Accès à la terre

Dialogue entre acteurs sur la question de l'accès à la terre des producteurs agricoles de Brazzaville et de Pointe – Noire

En partenariat avec : CNOP Congo

Localisation : Brazzaville, Pointe-Noire.

Durée : 6 mois à partir d'août 2011

Financement : 11 455 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à renforcer les capacités des OSC sur la question de l'accès au foncier.

Résultats attendus

Formation : des sessions de formation sur la méthodologie de conduite de dialogue (plaidoyer, lobbying), sur la réalisation d'un diagnostic ou d'un état des lieux sont organisées.

Rencontre : les rencontres de réflexion collective sur les problèmes des producteurs agricoles sont organisées.

Concertation : la stratégie de concertation entre OSC et pouvoirs publics est mise en place.

Hygiène pour tous

Campagne d'assainissement du quartier 35 de Poto-poto

En partenariat avec : Mairie de Poto-Poto

Durée : 6 mois à partir de mai 2011

Financement : 17 390 €

Localisation : Brazzaville

(CFSI et AFD et Fondation Abbé Pierre)

Le projet concerne un quartier de Brazzaville où chaque jour, 5,2 T de déchets ne sont pas ramassés. Pour y remédier, le CIAD sensibilise les familles et les pouvoirs publics.

Résultats attendus

Sensibilisation : les habitants du quartier, soit 2 645 ménages, et les services publics sont sensibilisés aux questions d'hygiène à partir des actions de sensibilisation et d'animation.

Action concrète : le curage des deux collecteurs et le ramassage des ordures ménagères sont organisés en mobilisant la population.

Concertation : la concertation sur les problèmes relatifs à l'assainissement entre le comité du quartier 35 avec les services publics est encouragée.

Défense des peuples autochtones

Campagne sur la loi pour la promotion et la protection des populations autochtones

En partenariat avec : Juristes solidarités - France

Localisation : Brazzaville

Durée : 7 mois à partir d'août 2011

Financement : 13 646 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à faire connaître la loi sur la promotion et la protection des populations autochtones.

Résultats attendus

appropriation : les populations connaissent les mécanismes de mise en œuvre de la loi protégeant les populations autochtones et s'approprient son contenu et différentes méthodes de vulgarisation. Les pouvoirs publics s'approprient les mécanismes de mise en œuvre de la loi qu'ils intègrent dans leurs activités permanentes. Les compagnies forestières respectent les droits des populations autochtones qu'elles côtoient.

défense des populations autochtones : les associations accompagnent les populations autochtones dans leurs démarches juridiques et judiciaires. Les populations autochtones et non autochtones sont en mesure de dénoncer les actes violant leurs droits, de se référer aux associations concernées et d'entamer des actions juridiques et judiciaires.

Des revenus pour des femmes

Création d'un espace d'éducation professionnelle pour jeunes filles vulnérables

En partenariat avec : Ministère de l'instruction civique et de la jeunesse, Comptoir juridique junior, Azur Développement, Comité du Quartier 16A

Localisation : Brazzaville

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 17 750 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à appuyer des femmes à créer des activités génératrices de revenus.

Résultats attendus

équipement : un local est aménagé et équipé en matériel de coiffure et de couture ;

formation : 60 jeunes filles maîtrisent la couture et la coiffure ; 12 d'entre elles ont acquis des compétences en gestion financière et en gestion de stock ;

accompagnement social : 6 groupements des femmes et de filles vulnérables formés, bénéficient d'un appui technique et d'un accompagnement social pour démarrer leur activité.

micro finance : un fonds de garanti est créé dans une institution de micro finance.

concertation : des concertations régulières entre les OSC créent une plus grande fluidité dans leurs rapports. Les OSC bénéficient d'un espace de concertation avec les pouvoirs publics grâce à la mise en place de services sociaux.

Renforcer les organisations paysannes

Formation des leaders de la CNOP-Congo et des chefs des secteurs agricoles

En partenariat avec : Ministère de l'Agriculture et de l'élevage

Durée : 9 mois à partir de décembre 2011 **Financement :** 15 848 € (CFSI et AFD)

Localisation : départements de Brazzaville, du Niari, des Plateaux, de Pointe-Noire et de la Sangha

Résultats attendus

formation : les capacités des leaders des organisations des producteurs et des secteurs agricoles sont renforcées.

renforcement institutionnel : la gestion de l'organisation, du fonctionnement et de l'animation des structures de la CNOP et des acteurs membres affiliés est améliorée. Les capacités de la CNOP CONGO et des CNOP départementales sont renforcées.

Accès au droit foncier

Diffusion et vulgarisation du cadre juridique de la propriété foncière

En partenariat avec : CABS et Justice et Paix

Durée : 6 mois à partir d'août 2011 **Financement :** 12 695 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Sensibilisation : la loi concernant la délivrance d'un titre foncier est simplifiée.

Concertation : un dialogue entre le gouvernement, les propriétaires fonciers s'établi en vue d'une meilleure prise en compte du droit coutumier en matière foncière.

Accès à la santé

Sensibilisation des communautés sur les consultations prénatales et préscolaires.

En partenariat avec : Direction départementale des Affaires sociales de la Santé

Durée : 13 mois à partir d'août 2011

Financement : 14 125 € (CFSI et AFD)

Localisation : Dolisie

Le projet vise à sensibiliser des communautés et à améliorer l'état sanitaire des populations.

Résultats attendus

Accès à la santé : l'accès aux soins et à des services de qualité est amélioré. Des consultations prénatales et préscolaires sont organisées.

Gestion communautaire : un comité de santé a redynamisé la gestion communautaire du centre de santé.

Renforcement institutionnel : les capacités associatives du CREDO sont renforcées.

Une formation à l'animation des jeunes

Professionnalisation des métiers de l'animation, de l'encadrement des enfants et des jeunes et promotion de l'éducation populaire en République du Congo

En partenariat avec : DEFAP France

Durée : 15 mois à partir de mai 2011

Financement : 18 322 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Le projet vise à améliorer les activités menées avec des jeunes par la formation aux métiers de l'animation et par une concertation avec les pouvoirs publics sur les politiques sectorielles de la jeunesse.

Résultats attendus

formation : 120 intervenants auprès des jeunes et des enfants acquièrent des connaissances et des capacités techniques dans les métiers de l'animation jeunesse. Une quinzaine de formateurs sont sélectionnés parmi les 120 intervenants.

animation : l'accès des enfants à des activités de loisirs et de vacances encadrées est facilité. 450 enfants participent aux animations découlant du projet pédagogique des structures qui les accueillent.

concertation : les OSC du secteur de la jeunesse participent à la vie et au fonctionnement des plates-formes de concertation avec les pouvoirs publics et à l'élaboration des politiques d'encadrement de la jeunesse, leur mise en œuvre et leur évaluation.

plaidoyer : un plaidoyer pour la reconnaissance d'une formation diplômante dans les métiers de l'animation de la jeunesse est amorcé auprès du Ministère de l'Education Civique et de la Jeunesse.

Défense des femmes

Renforcement des capacités des femmes commerçantes vulnérables du secteur informel de Brazzaville, en techniques de gestion, de regroupement et de dialogue avec les pouvoirs publics locaux.

En partenariat avec : DEFAP – France

Durée : 12 mois à partir de juillet 2011

Financement : 12 201 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Le projet vise à dynamiser les activités économiques des femmes travaillant sur les marchés de Brazzaville.

Résultats attendus

formation : 60 commerçantes vulnérables évoluant dans le secteur informel de Bacongo et de Makélékélé (Brazzaville) acquièrent des connaissances et des capacités techniques en matière de gestion commerciale et de dialogue avec les autorités locales.

accompagnement : un suivi post-formation est mis en place et assure une mise en pratique efficace des acquis de la formation.

information : au moins 10 heures de séances d'information sur les droits et devoirs relatifs à l'activité commerciale informelle ainsi que sur le rôle des autorités locales sont réalisées. Les commerçantes comprennent le rôle des autorités locales et ont conscience de leurs droits et devoirs.

regroupement : les 60 femmes saisissent l'importance et le bien fondé des regroupements. Elles sont prêtes à défendre leurs droits de façon collective dans un dialogue avec les autorités locales. Elles mènent des actions de plaidoyer collectif auprès des autorités locales et ouvrent un dialogue constructif sur les problèmes soulevés lors des ateliers de formation.

Handicapés Sans Frontières Congo

Des droits pour les personnes handicapées

Plaidoyer sur le Droit à l'Obtention de la Carte Nationale d'Identité par les personnes handicapées

En partenariat avec : Direction Départementale des Affaires Sociales

Durée : 8 mois à partir d'août 2011

Financement : 8 198 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Ce projet vise à sensibiliser les pouvoirs publics sur la condition des handicapés et à leur permettre de bénéficier d'une carte d'identité comme les citoyens valides.

Résultats attendus

sensibilisation : 100 personnes handicapées et leurs parents sont convaincus de l'importance de disposer d'une carte nationale d'identité

accompagnement : 100 personnes handicapées sont accompagnées dans leur démarche d'obtention d'une carte d'identité.

plaidoyer : une action est menée auprès des pouvoirs publics pour créer une cellule d'accompagnement et d'orientation des personnes handicapées en vue de l'obtention d'une carte nationale d'identité.

Jeunes et citoyenneté

Renforcement des capacités de participation des jeunes à la citoyenneté, à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques

En partenariat avec : UCVD (Union Congolaise des Volontaires du Développement), CRDCS (Cercle de Réflexion pour le Développement du Congo Septentrional)

Durée : 8 mois à partir de décembre 2011 **Financement :** 18 024 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville, Niari, Plateaux

Résultats attendus

Connaissance des politiques publiques : 10 formations et 23 communications sur la bonne gouvernance, la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques sont réalisées. 21 conférences-débats sur les politiques publiques, les missions des institutions et sur les fonctions étatiques sont organisées. 9 conférences-débats avec les autorités des 7 arrondissements de Brazzaville, le maire central et le préfet sont réalisées.

Communication : une tribune sur la problématique de l'emploi au Congo est publiée, 2 émissions de télévision et 2 émissions de radio sont réalisées, 1 documentaire sur la problématique de l'emploi est réalisé et diffusé.

Diagnostic : une enquête d'opinion en milieu jeune est réalisée et publiée.

Plaidoyer : la pétition en faveur de la création et du financement public d'un programme spécial de préparation et d'intégration professionnelles des diplômés-sans-emploi est rédigée et vulgarisée.

Sensibilisation : 7 campagnes de sensibilisation à une citoyenneté responsable et participative sont réalisées. 3 500 personnes sont sensibilisées sur les droits et les devoirs du citoyen.

Former des journalistes

Renforcement des capacités des journalistes à l'écriture journalistique

En partenariat avec : ODDHC FESYTRAC

Localisation : Brazzaville

Durée : 12 mois à partir de mai 2011 **Financement :** 13 092 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à améliorer l'accès à une information juste et crédible en formant des journalistes.

Résultats attendus

Formation : 30 reporters sont formés en écriture de presse.

Communication : 15 média ont amélioré la qualité de la présentation et du contenu des reportages

Déontologie : 46 séances sont organisées en vue de diminuer les délits de presse au sein des média.

Droits humains

Contribution à la protection des défenseurs des droits humains contre les risques et dangers liés à leur travail en République du Congo

En partenariat avec : ADHUC (Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral)

Localisation : Brazzaville

Durée : 12 mois à partir de mai 2011

Financement : 14 261 € (Ministère du Plan)

Le projet vise à renforcer les capacités des défenseurs des droits humains.

Résultats attendus

Diagnostic : un rapport sur la situation des défenseurs des droits humains au Congo est produit.

Formation : les capacités des défenseurs des droits de l'homme en matière d'analyse de risques et de sécurité numérique sont renforcées.

Protection un plan d'action de protection des défenseurs des droits de l'homme est élaboré. Un mécanisme non gouvernemental de protection des défenseurs des droits de l'homme est mis en place.

Des coopératives pour des jeunes ruraux

Formation et reconversion de 50 jeunes ruraux du District de Lékana au maraîchage

En partenariat avec : APPL (Association Promotion 77 pour le Progrès de Lékana), MERZOM (Mutuelle d'entraide des Ressortissants de Mougali)

Localisation : Département des Plateaux

Durée : 7 mois à partir d'août 2011

Financement : 16 541 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à accompagner 50 jeunes ruraux dans la mise en place de coopératives.

Résultats attendus

Encadrement : 12 membres des promoteurs du projet (ONVD, MERZOM et APPL) sont formés en gestion du cycle de projet, en gestion comptable et financière et en gestion des ressources humaines.

Infrastructure : le centre de formation et d'appui technique de Lékana est réhabilité, équipé et fonctionnel.

Formation : 50 jeunes ruraux sont formés en techniques de maraîchage

Coopératives : les jeunes ruraux formés sont répartis en 5 groupes de 10 maraîchers et formés en gestion des coopératives.

Appui à la structuration : les 5 groupes de maraîchers sont appuyés pour élaborer les statuts de leurs coopératives, organiser une assemblée générale et se déclarer en préfecture.

Pérennité : les 5 coopératives sont opérationnelles et fonctionnent durablement.

Enfants des rues

Projet d'appui à la coopération entre les acteurs étatiques et non étatiques travaillant pour les enfants en situation de rue au Congo

En partenariat avec : Ministère des Affaires Sociales (Direction Génération des Affaires Sociales, DGAS), La Plate forme de concertation nationale des acteurs étatiques et non étatiques dans le domaine de la prévention, la réinsertion et la prise en charge des enfants en situation de rue, Apprentis d'Auteuil, France,

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 16 657 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Le projet favorise une meilleure concertation entre les organisations membres de la plate-forme.

Résultats attendus

structuration : 37 structures étatiques et non étatiques membres de la plate forme en faveur des enfants en situation de rue sont dotés d'un projet d'établissement individuel. Ils utilisent des outils communs lors des différentes étapes de prise en charge.

déontologie : des procédures transparentes de prise en charge des enfants en situation de rue sont appliquées par les membres de la plate forme.

organisation : une base de données informatisée sur les enfants en situation de rue est mise en place dans au moins 20 structures d'accueil. Les effectifs des enfants pris en charge sont progressivement maîtrisés.

formation : 150 acteurs de terrains sont sensibilisés à la législation en matière de protection de l'enfant citoyen.

Développement local

Mise en place du plan de développement local du département de la Sangha

En partenariat avec : Conseil départemental de la Sangha

Durée : 10 mois à partir d'août 2011

Financement : 19 056 € (CFSI et AFD)

Localisation : Ouesso

Le projet vise à appuyer le Conseil départemental à se doter d'un outil de planification stratégique des actions pour améliorer les conditions de vie des populations du département de la Sangha.

Résultats attendus

Formation : 5 animateurs sociaux ont actualisé leurs connaissances en matière de diagnostic participatif, de priorisation des besoins et de planification stratégique.

Politiques publiques : les priorités d'axe d'intervention par district sont connues, validées et disponibles. Un plan de développement local du département est élaboré en conciliant le schéma de développement national et les priorités du département.

Concertation : un conseil de concertation sur les questions des priorités de chaque district et du département est mis en place. Structuration : SAM s'est doté d'une stratégie fiable.

9.3 Organigramme



Délégué général
Jean-Louis Vielajus
Direction stratégique



Déléguée générale adjointe
Anne-Françoise Taisne
Direction opérationnelle



Responsable programme société civile et participation
Delphine Arnould
Convention programme SCP, PCPA Congo
Programme Guinée



Chargée de programme
Hélène Basquin
Gestion et animation du centre de ressources ALIMENTERRE
Appui au plaidoyer



Responsable programme jeunesse & société civile
Agnès Belaïd
PCPA Algérie
Convention programme SCP



Responsable publics et réseaux
Mathilde Bonnard
Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films



Chargée de mission ALIMENTERRE
Bénédicte Carmagnolle



Responsable programme agriculture et alimentation
Jean-Baptiste Cavalier
Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation



Chargé de mission société civile et participation [stagiaire]
Quentin Coquillaud



Responsable plaidoyer institutionnel
Pascal Erard
Plaidoyer ALIMENTERRE vis-à-vis des décideurs européens



Chargée de mission programme agriculture et alimentation [stagiaire]
Mathilde Lecler



Chargée de mission centre de ressources et plaidoyer [stagiaire]
Flore Musson



Chargée de programme économie sociale et solidaire
Johanne Villegas
Appel à initiatives
FISONG, Togo

SERVICES COMMUNS



Comptable
Véronique Ancelin



Chargée de suivi des financements
Saskia Arndt



Chargée de communication
Marie Caye
Site Internet - Réseaux sociaux
Création et diffusion des supports de communication



Assistante administrative
Ghania Gharbi
Relation donateurs
Appui administratif



Chargé de mission communication [stagiaire]
Franck Meyer



Chargée de suivi des financements
[CDD remplacement congé parental]
Véronique Saugues

9.4 Instances

Conseil de direction (31/12/2011)

ORGANISATION	TITULAIRE	Elu en
Personne qualifiée - président	Yves Berthelot	élu par l'AG
Personne qualifiée	Christophe ALLIOT	2011
AGIR Abcd – Association générale des intervenants retraités	Philippe AUBERT	2010
BATIK International	Isabelle DEVAUX Pauline MARC (suppléante)	2010
Cap Solidarités	EL Hassan Ait Essaghir	2011
CGT Confédération générale du travail	Jean-Jacques GUIGON	2011
CUF Cités-Unies France	Charles JOSSELIN (président de CUF–remplacé fin 2011 par Michel Delebarre, nouveau président) Nicolas WIT (suppléant)	2010
ECHOPPE	André ERNST Beverley OTT (suppléante)	2010
ESSOR Essor, Soutien, Formation, Réalisation	Jean-Philippe DELGRANGE	2010
GRDR Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural	Michel COLIN DE VERDIERE Yvan Le Coq (suppléant)	2010
GRET Groupe de recherche et d'échanges technologiques	Damien THIBAULT Rodolphe CARLIER (suppléant)	2010
ISF - Ingénieurs sans frontières	Nicolas LAURENT	2009
MISOLA	Martine FRASNETTI	2010
SPF - Secours populaire français	Daniel VERMEIRE	2011
UNMFREO – Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation	André GODARD Valérie K Plougastel (suppléante)	2011

Président

Elu par l'Assemblée Générale du 17 janvier 2002 et réélu par l'assemblée générale du 17 juin 2007

Yves Berthelot

Membres du bureau élu par le conseil de direction du 12 octobre 2011

Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon
Membre	Yvan Le Coq

Comité consultatif au 31/12/2011

Les membres du Comité consultatif sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

Nom	salarié d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Martine François	Oui (Gret)	2008	AEA
Christophe Jacqmin	Non	2008	AEA et ESS
François Dibot	Non	2010	ESS
Pauline Marc	Oui (Batik International)	2010	ESS
Lucien Cousin	Non	2008	SCP
Laurent Denis	Non	2008	SCP
Sonia Vinolas	Non	2010	SCP
Marie-Agnès Le Plaideur	Oui (Syfia International)	2010	SCP

Comité pilotage convention programme SCP (nommé par le conseil de direction 2010)

- 1 représentant du conseil de direction : Christophe Alliot
- 2 salariés CFSI : responsable programme SCP et direction CFSI
- 4 personnes issues d'organisations membres : Matthieu Lafréchoux (GRDR), Nicolas Laurent (ISF), Virginie Rachmühl, (Gret) Krystel Vinçonneau (UNMFREO)

- 2 personnes ressources Sud : Youssouf Cissé, Moctar Diallo
- 1 personne ressource Nord : Lucien Cousin

Groupe de travail préparation du cadre stratégique

Ces groupes ont été définis en octobre 2010 par le conseil de direction.

Groupe de travail économie sociale et solidaire (préparation cadre stratégique)

Christophe Alliot (trésorier CFSI), Yves Berthelot, (président CFSI), Rodolphe Carlier (Gret), Isabelle Devaux (Batik International), Marc Gratton (Electricien sans Frontières).

Groupe de travail agriculture et alimentation (préparation cadre stratégique)

Yves Berthelot (président CFSI), Michel Colin de Verdière (GRDR), André Godard (UNMFREO), Isabelle Moreau (ISF).

Groupe de travail société civile et participation (préparation cadre stratégique)

Christophe Alliot (trésorier du CFSI), Benjamin Duriez (Unmfreo), Nicolas Laurent (ISF), Pauline Marc (Batik International), Damien Thibault (Gret).

9.5 Abréviation

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ADLE	Alliance des Démocrates et Libéraux Européens
AEA	Agriculture et alimentation
AFD	Agence Française de Développement
APP	Assemblée parlementaire paritaire
CNOSCG	Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne
CPD	Cohérence des politiques pour le développement
DEVE	Commission « développement » du Parlement européen
ESS	Economie sociale et solidaire
FDF	Fondation de France
FISONG	Facilité d'innovation sectorielle des ONG
GUE	Gauche Unitaire Européennes
IMF	Institution de micro finance
MAEE	Ministère des Affaires étrangères et européennes
OP	Organisation paysanne
OSC	Organisation de la société civile
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
PKE	Club écologique polonais (membre des Amis de la Terre international)
PPE	Parti Populaire européen
PZS	Réseau vert polonais
SCP	Société civile et participation
SD	Socialistes et démocrates